

ON N’EST PAS VENUS
POUR REPARTIR

« L’exclusion, ça fait très mal, vous savez » **YVES BOISVERT** PAGE A5

LA
PRESSE



PROSCRITS
AUX É.-U.,
PRESCRITS
AU CANADA

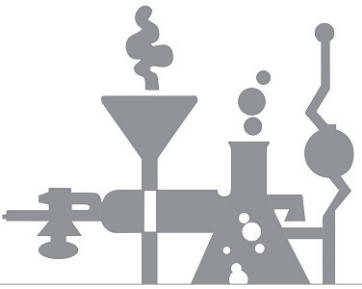
La Food and Drug Administration américaine a banni 30 des médicaments génériques de la multinationale Ranbaxy. De son côté, Santé Canada a décidé de ne pas emboîter le pas. Pendant ce temps, la communauté médicale s’inquiète.

PAGES A12 ET A13



IMMOBILIER
QUEL PRIX POUR UN CONDO
PRÈS DU MÉTRO?
AFFAIRES

ILLUSTRATION ANIK POLIQUIN, LA PRESSE



« LE TÉLÉPHONE
VOULAIT ME BOUFFER »
Prendre des drogues de synthèse,
c’est « jouer à la roulette russe » PAGE A2

FRANCIS VAILLES
QUAND BAS PRIX RIME AVEC COLLUSION

AFFAIRES

MON CLIN D’ŒIL STÉPHANE LAPORTE
La présentation de la charte des valeurs québécoises sera retardée,
le retard étant une valeur québécoise.
CDB Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



Notre raison d’être
Votre bien-être





LE PLUS DE
DESTINATIONS
EUROPÉENNES
EN VOL
DIRECT

VOIS ALLER-RETOUR | PRIX TOUT INCLUS | À PARTIR DE

PARIS, BRUXELLES 849\$ SEPTEMBRE	799\$ OCTOBRE	LYON, NANTES, BORDEAUX, BÂLES 899\$ SEPTEMBRE
ROME 949\$ SEPTEMBRE	999\$ OCTOBRE	ISTANBUL, NICE 1049\$ SEPTEMBRE
LISBONNE 1099\$ SEPTEMBRE ET OCTOBRE		MALAGA, MADRID, BARCELONE 1199\$ SEPTEMBRE

Contactez votre agent de voyages ou airtransat.ca

Départ de Montréal. Prix par personne pour un vol aller-retour en classe Économie, valide pour des départs spécifiques en septembre et octobre 2013, selon la destination choisie. Tarifs valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées du 7 au 9 septembre 2013. Vols effectués sur les ailes d’Air Transat et offerts par Transat Tours Canada Inc., titulaire d’un permis du Québec.
Prix excluant le 2.00\$/100\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d’indemnisation des clients des voyages.

ACTUALITÉS

LA FACE CACHÉE DES DROGUES DE SYNTHÈSE

Comprimés saisis dans diverses régions du Québec entre juin 2007 et juillet 2008



Pilule Kärv

Origine : Montréal, 10\$
Vendue comme : speed
Contenu réel : méthamphétamine



Pilule Puma

Origine : Estrie, prix inconnu
Vendue comme : ecstasy
Contenu réel : MDMA, kétamine, caféine, procaine



Pilule NHL

Origine : Côte-Nord, 3\$
Vendue comme : ecstasy
Contenu réel : méthamphétamine



Pilule Motorola

Origine : Montréal, 6\$
Vendue comme : speed
Contenu réel : MDMA (ecstasy)



Pilule Point G

Origine : Saguenay-Lac-Saint-Jean, 5\$
Vendue comme : speed
Contenu réel : Bromo-4 diméthoxy-2,5 benzèneéthanamine (Nexus)



Pilule Transformers

Origine : Côte-Nord, 20\$
Vendue comme : ecstasy
Contenu réel : MDMA, méthamphétamine, kétamine, caféine, diméthylsulfone



Pilule Coca Cola

Origine : Estrie, prix inconnu
Vendue comme : ecstasy
Contenu réel : caféine

Source : Santé Canada

DROGUES 2.0
LA ROULETTE
RUSSE EN
COMPRIMÉ

Économiques, faciles à consommer et à cacher, les drogues de synthèse ont la cote auprès des jeunes et créent de nouveaux toxicomanes parmi des clientèles totalement atypiques. Les saisies mondiales se chiffrent en tonnes de comprimés. Le Canada est une plaque tournante de ce très lucratif trafic. Des superpartys raves où on teste l'ecstasy avant de la consommer aux maisons de banlieue converties en laboratoires clandestins, *La Presse* vous entraîne sur la route de ces drogues 2.0.



KATIA GAGNON

L'homme est arrivé aux urgences de l'hôpital Saint-Luc encadré par des policiers. Il avait fallu six agents pour le maîtriser et le faire monter dans le véhicule. Sa température corporelle s'élevait à 42°C. Il était à ce point trempé de sueur que les ambulanciers croyaient qu'il sortait de la douche. Les policiers ont été appelés au domicile de cet homme parce qu'il s'était mis à tout casser chez lui. Il était déchaîné. Diagnostic du D^r Alexandre Larocque, urgentologue au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et consultant en toxicologie : intoxication aux amphétamines. De tels cas – bien que pas toujours aussi spectaculaires – ne sont pas rares aux urgences des trois hôpitaux du CHUM. « On voit ça tous les jours », résume l'urgentologue. Les médecins sont un peu démunis devant ces cas d'intoxications aux drogues de synthèse, puisque les nouveaux pro-

Un comprimé sur cinq contient en réalité de la méthamphétamine, un sur vingt des amphétamines et un sur cinq contient bel et bien du MDMA, mais mélangé avec d'autres produits, comme la méthamphétamine ou la kétamine. « Ainsi, dans près de 80 % des cas, l'utilisateur croyant consommer de l'ecstasy consommerait en réalité une autre substance ou un mélange de drogues », affirme l'étude. « Bref, quand on achète une peanut, on ne sait pas du tout ce qu'il y a là-dedans. On ne sait jamais comment c'est fait ni avec quoi c'est fait », confirme Marie-Ève Morin, médecin spécialiste des toxicomanies. « Ça trouble beaucoup les jeunes quand on leur dit que l'ecstasy, il y en a de moins en moins dans les comprimés. Quand on leur dit qu'il y a de la méthamphétamine dans leur pilule, ils sont bouleversés. Ils ont peur de ça », dit le caporal Jacques Thérberge. Les effets des produits mélangés ne s'additionnent pas, mais peuvent parfois se multiplier. « Les gens jouent à la roulette russe en prenant plusieurs produits en même temps », estime Paul-André Dubé, expert en toxicologie clinique à l'Institut

« C'est très difficile pour nous de distinguer un produit d'un autre. On est constamment en retard dans les tests. On met au point un test pour dépister une substance, et ce n'est plus ça qui se vend dans la rue. »
— D^r Alexandre Larocque, urgentologue au Centre hospitalier de l'Université de Montréal

duits se multiplient. « C'est très difficile pour nous de distinguer un produit d'un autre. On est constamment en retard dans les tests. On met au point un test pour dépister une substance, et ce n'est plus ça qui se vend dans la rue », explique le D^r Larocque. Cela dit, les signes qu'un patient est intoxiqué par des produits stimulants – amphétamine, méthamphétamine, ecstasy – sont clairs : agitation extrême, hyperthermie, déshydratation, rythme cardiaque élevé, paranoïa. Les médecins maîtrisent l'agitation – « qui peut être assez spectaculaire », souligne le D^r Larocque – avec des calmants et s'emploient ensuite faire baisser la température corporelle du patient « avec des solutés froids et des matelas réfrigérants ». Dans les pires cas, l'intoxication peut mener à la psychose toxique ou carrément à la mort du patient. Les comprimés mystères « Les gens disent : moi, je prends du speed. Mais speed, ça ne veut absolument rien dire », observe le caporal Jacques Thérberge, de la Gendarmerie royale du Canada. Car prendre un de ces comprimés, dont on ignore la composition précise, c'est l'équivalent de jouer à la roulette russe. Une étude de Santé Canada, qui date de 2008, l'a démontré noir sur blanc : si vous achetez un comprimé d'ecstasy, vous avez une chance sur deux de tomber sur un comprimé... qui ne contient pas un microgramme d'ecstasy. L'étude, réalisée sur 365 comprimés saisis partout au Québec, a montré que seulement 22,5 % des comprimés vendus comme de l'ecstasy contiennent réellement – et uniquement – du méthylènedioxyméthamphétamine (MDMA), nom scientifique de l'ecstasy.

national de santé publique du Québec. « On met en marché des drogues dont on ne connaît rien des effets sur la santé humaine. ». « Le téléphone voulait me bouffer » Jean, grand consommateur de drogues de synthèse, a fait une psychose causée par les amphétamines. « J'ai été en position fœtale pendant trois jours. J'avais l'impression que le téléphone voulait me bouffer », raconte-t-il. Et le pire, c'est que ces épisodes psychotiques causés par les amphétamines peuvent se produire à répétition. « Avec les amphétamines, certains patients développent une vulnérabilité à la psychose. Même lorsqu'ils arrêtent de consommer, les hallucinations continuent plusieurs semaines ou même plusieurs mois après l'arrêt de la consommation. La puissance de cette drogue vient vraiment fragiliser le cerveau », dit le psychiatre Didier Jutras-Aswad, qui travaille au CHUM. Car après l'euphorie des amphétamines vient la pente descendante, qui peut être très, très abrupte. « J'ai vu des gens dormir sans interruption pendant 48 heures après avoir passé plusieurs jours sur les amphétamines », raconte Annie Trudel, infirmière au programme jeunesse de Dollard-Cormier. « De grands consommateurs d'ecstasy peuvent se retrouver avec un tableau dépressif extrêmement sévère, qui est complètement réfractaire aux médicaments », dit le D^r Jutras-Aswad. L'un des cas les plus sévères de psychose toxique vus par M^{me} Trudel est celui d'un homme qui avait pris de grandes quantités de speed combiné à de la cocaïne. « Le down a été tellement fort qu'il avait fait trois tentatives de suicide dans la même nuit. Essayer de se tuer, par trois fois : imaginez sa détresse. »

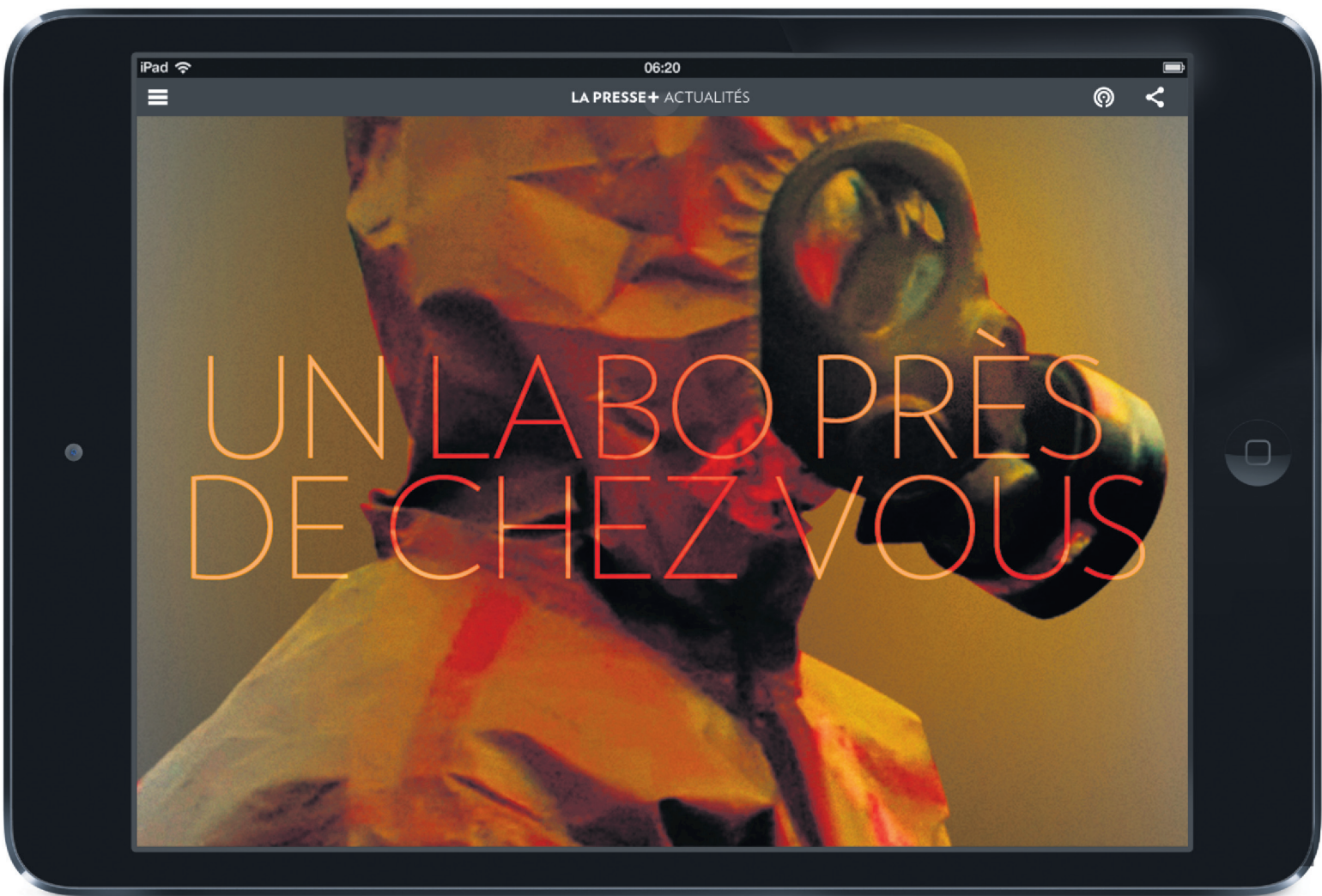
SOMMAIRE			
Amusez-vous!	GOURMAND 7	Loteries	A20
Astrologie du jour	MAISON 12	Monde	A22 et A23
Avis et encans	AFFAIRES 5 et 7	Petites annonces	CAHIER P. ANNONCES et AFFAIRES 4
Débats	A24 et A25	Restaurants	GOURMAND 8
Décès	PETITES ANNONCES 11	Sudoku	AFFAIRES 4
Emplois	PETITES ANNONCES 10	Trait d'union	MAISON 12
Horaire télévision	ARTS 13 et 15	Vin	GOURMAND 5
Météo			
Ciel variable en matinée, faible pluie en après-midi, maximum 21, minimum 14. PETITES ANNONCES 11			

OYSTER PERPETUAL
GMT-MASTER II

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS
2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651

ROLEX

À lire en exclusivité demain dans **La Presse+**



Y A-T-IL UN LABO CLANDESTIN PRÈS DE CHEZ VOUS?

Ils sont partout : dans des *penthouses* au centre-ville, des entrepôts à Laval, des bateaux accostés à quai, des remises, des chambres d'hôtel.

Demain, dans **La Presse+**, notre journaliste vous entraîne dans les entrailles des laboratoires clandestins de drogues de synthèse, qui peuvent très bien se retrouver à deux pas de chez vous.

Lisez le récit haletant du plus gros démantèlement survenu au Québec et le témoignage d'un « chimiste », qui a produit des kilos d'ecstasy et de méthamphétamine.

Un reportage de Katia Gagnon



AUJOURD'HUI, DANS **LA PRESSE+**

La suite de notre dossier

EN VIDÉO
FAIRE TESTER SA DROGUE EN 20 MINUTES

La Suisse est l'un des rares pays du monde à offrir un service hors du commun aux fêtards qui se pressent dans les raves : l'analyse de drogues. En une vingtaine de minutes, les usagers peuvent connaître le contenu précis du comprimé de drogue de synthèse qu'ils viennent d'acheter. Ils peuvent ensuite décider : le prendre, ou pas ?



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

LES NOUVEAUX TOXICOS

Quand elle est arrivée au Centre Dollard-Cormier pour une consultation, personne n'aurait pu croire que cette jeune étudiante universitaire, intelligente, perfectionniste, dont les résultats scolaires étaient irréprochables, était en fait... une toxicomane.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

Microsoft

BIEN AVANT SON TEMPS Rédiger sa dissertation d'histoire de l'art italien dans Word + l'envoyer à son professeur pour qu'il la révise + recevoir les commentaires de son professeur sur Skype + enregistrer les modifications sur SkyDrive pour que ses coéquipiers les consultent avant de faire le travail d'équipe + impressionner la fille du café grâce à ses connaissances en art italien = un après-midi molto productif au café.

entièrement Avant-gardiste

Microsoft Office 365 Famille Premium

Grâce à un abonnement, les étudiants peuvent rester connectés à leurs travaux scolaires depuis pratiquement n'importe où sur un maximum de cinq appareils.

OBTENEZ JUSQU'À 20 \$ DE RÉDUCTION À L'ACHAT D'UN NOUVEAU PC OU MAC*.

Office 365

Votre bureau en entier dans le nuage.

Microsoft.ca/Faitesle

Balayez l'étiquette pour découvrir ce dont Office 365 est capable.

Téléchargez l'application de lecture optique gratuitement au <http://gettag.mobi>

*Économisez jusqu'à 20 \$ sur Office 365 Famille Premium à l'achat d'un nouvel ordinateur PC ou Mac chez un détaillant participant. Visitez le site Microsoft.ca/Faitesle pour connaître tous les détails de l'offre.

L'ÉVÈNEMENT

D **VOLKSFEST**

Rabais
jusqu'à **5 000 \$**
— à l'achat au comptant* —

Montant indiqué pour la Passat 2013 de 3,6 L



Jetta 2013

Rabais
jusqu'à **3 000 \$**
— à l'achat au comptant* —

Tiguan 2013

Rabais
jusqu'à **3 000 \$**
— à l'achat au comptant* —



Passat 2013

Rabais
jusqu'à **5 000 \$**
— à l'achat au comptant* —



**C'est le moment de penser ingénierie allemande à
vw.ca/fallaitypenser**



1 800 ROULE VW

vw.ca

*Rabais basé sur le PDSF et applicable à l'achat au comptant du modèle Jetta 2013 de 2,5 L / Tiguan 4MOTION^{MD} 2013 / Passat 2013 de 3,6 L neuf avec boîte manuelle/automatique/automatique à 5/6/6 vitesses. Droits et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Offres en vigueur jusqu'au 30 septembre 2013. PDSF du modèle montré : Jetta Highline 2013 de 2,5 L, 26 085 \$ / Tiguan 2.0T 2013, 41 900 \$ / Passat Highline 2013 de 2,5 L, 32 070 \$. Modèles montrés à titre indicatif seulement. Visitez vw.ca ou votre concessionnaire Volkswagen pour les détails. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Das Auto et dessin », « Jetta », « Tiguan », « Passat » et « 4MOTION » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Volksfest » est une marque de commerce de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2013.

On n’est pas venus pour repartir



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

Rafik me donne rendez-vous au Caffè in Gamba, avenue du Parc. « Le meilleur espresso à Montréal », me dit-il. Il s’y connaît, depuis le temps qu’il arpente les rues du Mile End, les samedis matins. On peut le voir en grande discussion avec Djamila, sa femme, une pile de journaux entre les deux. Ils sont tombés amoureux de cette ville, où ils sont arrivés il y a 17 ans, avec leurs trois premiers enfants. Vous aurez compris qu’ils sont musulmans. Rafik n’est pas pratiquant. Il prend un verre, même le vendredi. Sa femme, elle, est pieuse. Elle porte le voile. Aucune de leurs trois filles (dont deux sont mariées) ne porte le voile. « Elle a décidé de le porter un jour, c’est son affaire, ça ne me regarde pas », dit-il. Il se trouve que Djamila est éducatrice dans un CPE. Pas un CPE « musulman », un CPE très multiethnique de l’Est où elle est la seule à porter le hijab. Et alors? Alors rien. C’est une éducatrice comme les autres, il n’y a aucune histoire ici.

Voilà ce qu’ils aiment du Québec. L’esprit de tolérance et de liberté. Pour avoir passé plusieurs années à étudier en Belgique – Rafik est diplômé de deuxième cycle en informatique – et séjourné en France, ils trouvent que le Québec est une terre d’extraordinaire liberté. Et de paix. Ils ont quitté l’Algérie au plus fort de la guerre civile. Dans ce temps-là, des islamis-

Ils ont eu un quatrième enfant à Montréal. « C’est le parcours normal d’un immigrant, on commence par des petits bouts, on fait reconnaître ses compétences... » À 54 ans, il a un poste enviable dans une grande entreprise. Sa femme, adjointe administrative, est retournée aux études pour être éducatrice. Leurs enfants ont fait leurs études ici, en français, avec bonheur. ■■■ Enfin bref, voilà exactement le type de familles immigrantes que le Québec a courtisées depuis 30 ans: francophones, travaillantes, éduquées, bien intégrées...

« Je n’ai jamais dit à ma femme de porter le voile, alors qui suis-je pour lui dire de l’enlever? C’est une conviction intime. Ça n’a jamais posé problème, pourquoi aujourd’hui? » – Rafik

tes assassinaient à qui mieux mieux. « J’ai perdu deux amis proches, un homme de théâtre et un professeur d’université... Celui-là est tombé sous les balles devant mes yeux, pendant que j’allais reconduire mes filles à l’école. Ça marque. » Il a fallu repartir à peu près à zéro, et ils l’ont fait avec joie.

Et puis tout à coup, cet été, à la radio, ils entendent qu’on veut interdire les « signes religieux ostentatoires » dans tout le secteur public québécois au nom des « valeurs québécoises » et de « l’égalité hommes-femmes ». Leur fils de 18 ans était là. « Il est arrivé ici bébé, c’est un Québécois, vous

comprenez? Il a l’accent et tout... » « Maman, est-ce que tu vas quitter ton emploi? – Si ça va jusque-là, je vais quitter le Québec. – On est venus pour repartir, alors? » ■■■

Rafik me raconte ça sans colère. Plutôt avec une immense tristesse. Un sentiment de rejet. « Je ne condamne pas, je comprends la position minoritaire des Québécois, l’héritage historique, la recherche identitaire. Je ne le vois pas comme un repli. C’est la récupération politique qui m’inquiète. J’ai peur que ça devienne un thème dominant. Qu’on dresse les gens les uns contre les autres. » Une pause. « Ça fait mal au cœur, vous savez. On l’aime beaucoup, ce Québec. Vous ne pouvez pas savoir le sentiment qui nous hante. L’exclusion, ça fait très mal, monsieur, vous savez. « Mon fils, il n’a vécu qu’ici. Quand il entend sa mère, il dit: quoi, je ne suis pas québécois, moi? » Je lui parle de l’utilisation politique du voile, du radicalisme islamiste. « Je les connais, les radicaux, j’ai quitté l’Algérie à cause d’eux. Mais il y a une grande incompréhension de l’islam. C’est une mosaïque. Je n’ai jamais dit à ma femme de porter le voile, alors

qui suis-je pour lui dire de l’enlever? C’est une conviction intime. Ça n’a jamais posé problème, pourquoi aujourd’hui? » ■■■ J’espère que Bernard Drainville et Pauline Marois rencontreront des gens comme Rafik et Djamila. Et des juifs, des sikhs. Ou cette urgentologue voilée qui nous a reçus un soir dans un hôpital pour enfants. J’espère qu’ils iront leur dire, à eux, en les regardant dans les yeux, pourquoi le port de leurs signes religieux est devenu une menace pour le « vivre-ensemble »... On n’a pas le « choix » de travailler pour le secteur public quand on est médecin ou infirmière ou éducatrice ou prof d’université ou fonctionnaire au Québec. Les gens des minorités visées par la future charte qui exercent ces métiers sont généralement les plus éduqués et les mieux intégrés au Québec. Ils sont aussi... les plus mobiles. Et par les temps qui courent, plusieurs d’entre eux me disent la même chose que Rafik: nous qui avons choisi le Québec et qui l’aimons tant, nous sommes tristes aujourd’hui. Nous ne sommes pas venus pour repartir.

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Commentaires sur le multiculturalisme

Pauline Marois doit s’excuser, estime Philippe Couillard

LA PRESSE CANADIENNE

Le chef libéral Philippe Couillard demande à la première ministre Pauline Marois de s’excuser pour ses commentaires suggérant que le multiculturalisme est à l’origine de troubles sociaux et d’attentats en Grande-Bretagne. M. Couillard affirme avoir été abasourdi lorsqu’il a lu les remarques de M^{me} Marois lors d’une entrevue avec un journaliste, et les considère

inacceptables pour un chef de gouvernement. En entrevue avec le journal *Le Devoir*, Pauline Marois a affirmé que la politique du multiculturalisme britannique avait poussé les gens à se battre entre eux et à s’envoyer des bombes. L’entrevue, qui portait sur la charte des valeurs québécoises, a été publiée hier. En entrevue avec La Presse Canadienne, M. Couillard a affirmé qu’il a dû relire

quelques fois les remarques de M^{me} Marois tant il était surpris. M. Couillard, dont le parti supporte la laïcité de l’État, mais pas le blocage des libertés religieuses, soutient que le Québec et le Canada ont toujours débattu sur l’application du multiculturalisme. Cependant, a-t-il ajouté, les propos de M^{me} Marois sont inadmissibles. « De dire directement ou indirectement qu’il y a une association entre le multiculturalisme et la violence entre les



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE
Philippe Couillard a affirmé hier qu’il a dû relire quelques fois les remarques de Pauline Marois sur le multiculturalisme en Grande-Bretagne tant il était surpris.

groupes ethniques est inacceptable pour quelqu’un qui dirige un gouvernement et dont la mission principale est de rassembler les gens plutôt que de les diviser », a-t-il affirmé.

« Elle devrait soit rectifier les choses, soit les préciser, parce que ce n’est pas le genre de commentaire qu’on doit faire sur un sujet aussi sensible », a-t-il ajouté.

MAISON
BIRKS
EST. 1879

DÉCOUVREZ BIRKS
DANS TOUTE SA PURETÉ

MAINTENANT OUVERT
SQUARE DIX30^{MC}

MAISONBIRKS.COM

ACTUALITÉS



Le réalisateur, scénariste et acteur Xavier Dolan a présenté son film *Tom à la ferme* à la Mostra de Venise lundi dernier. On le voit ici entouré du coscénariste Michel Marc Bouchard, des actrices Evelyne Brochu et Lise Roy, de même que de l'acteur Pierre-Yves Cardinal.

Dolan charme les critiques à Venise

Le jeune réalisateur reçoit le prix FIPRESCI pour son film *Tom à la ferme*

ANDRÉ DUCHESNE

Le réalisateur, scénariste et acteur Xavier Dolan qualifie « d'honneur très singulier et appréciable » le prix FIPRESCI qu'il a remporté hier à la Mostra de Venise pour son film *Tom à la ferme*.
Ce prix est remis par la Fédération internationale de la presse cinématographique dans plusieurs festivals de cinéma dans le monde et se veut une reconnaissance du travail d'un réalisateur par des critiques venant de tous les horizons.
Le film de Dolan a suscité l'enthousiasme du jury FIPRESCI qui a qualifié l'œuvre de « thriller psychologique énergique, plein de tension et sensuel ».

Joint à Paris, Xavier Dolan y voit une belle reconnaissance de son travail. « C'est extrêmement flatteur et inspirant, indique-t-il. Comme réalisateur, on espère rejoindre sa famille, ses amis et
ses proches à travers notre travail. Mais de voir qu'on arrive aussi à impressionner, à plaire aux critiques qui valident ainsi ce que l'on a réalisé fait grand plaisir. Ça nous indique qu'on s'améliore,

que l'on progresse. Ça nous propulse dans la suite des choses.»
Quatrième long métrage de Xavier Dolan, *Tom à la ferme* est présenté à Venise en compétition officielle. Il s'agissait du premier film québécois à concourir pour le Lion d'or depuis *À corps perdu* de Léa Pool il y a 25 ans. La cérémonie de remise des Lions a lieu ce soir dans l'île de Lido.
Inspiré de la pièce éponyme de Michel Marc

Bouchard, *Tom à la ferme* porte sur l'histoire d'un jeune homme qui, endeuillé par la mort de son amoureux, découvre que sa belle-famille ne sait rien de la vie intime de ce dernier.
Outre Xavier Dolan qui défend le rôle principal, le film met en vedette Pierre-Yves Cardinal, Lise Roy et Evelyne Brochu. Michel Marc Bouchard a coécrit le scénario avec le réalisateur.

Revenu avant-hier de Venise, M. Bouchard était très fier de la récompense obtenue. « Un prix de la critique internationale est très prometteur pour l'avenir du film », estime ce dernier.
Comme tout le monde, Michel Marc Bouchard a lu les critiques déjà publiées en ligne, dont plusieurs très positives (*Le Monde*, *Variety*, *Libération*, *Indiewire*). À cela, il ajoute que la presse italienne était, en majorité, « extrêmement favorable » au film.
Tom à la ferme poursuivra maintenant sa route au festival de Toronto (TIFF) dans les jours qui viennent. Le réalisateur s'y rendra sous peu. Son long métrage prendra l'affiche sur nos écrans à l'automne.

AMT

EN VILLE SANS
MA VOITURE

20 SEPTEMBRE 2013

UNE PRÉSENTATION DE
Québec

MOBILITÉ
MONTRÉAL

TITRES
DE TRANSPORT
GRATUITS*
Visitez [EnVilleSansMaVoiture.com](#)

#EVSMT

BANQUE
NATIONALE
ASSURANCES
Auto

BOMBARDIER
l'évolution de la mobilité

CN

Hydro
Québec

Rouge
107.3 fm

stm

*Disponibles jusqu'à écoulement de la quantité ou au plus tard le 20 septembre 2013. Valides jusqu'au 4 octobre 2013. Certaines conditions s'appliquent.

1000\$	500\$	100\$
16,03\$	8,01\$	1,60\$

Si votre solde quotidien moyen est de :
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :
*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799\$ avant taxes pour les appareils électroniques sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat et les EcoFrais si applicables. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du de la carte de crédit apparaît sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offres en vigueur du mardi 3 septembre au dimanche 8 septembre 2013. Quantité limitée sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. **Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. ***EcoFrais inclus. Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalent à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin. ****Voir conditions en magasin. *****Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin. **Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. La croisière aura lieu du dimanche 12 janvier au samedi 18 janvier 2014. Règlement et détails en magasin.



Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix



50 GAGNEZ** l'une des croisières dans les Caraïbes pour 2 personnes sur l'Independence of the Seas

Valeur en prix de 158000\$

**Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. La croisière aura lieu du dimanche 12 janvier au samedi 18 janvier 2014. Règlement et détails en magasin.



PROSCAN
Téléviseur à écran DEL de 39 po

Full HD 1080p HDMI x3 USB

Résolution pleine HD 1080p, 1 entrée PC (VGA), prise pour écouteurs
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

nous payons la tps et la tvq**!

998\$ /50 mois ou **499\$***

*EcoFrais inclus



50 po DEL

TOSHIBA
Téléviseur à écran DEL de 50 po

Full HD 1080p HDMI x4 USB x2 120Hz Wi-Fi Smart TV

Résolution pleine HD 1080p, 4 entrées HDMI (3 à l'arrière, 1 sur le côté), 2 ports USB, navigateur Web, applications (YouTube, Netflix), mode jeu, technologie MiraCast
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

INCLUS! Clavier

3538\$ /24 mois ou **849\$***

*EcoFrais inclus



50 po DEL

PROSCAN
Téléviseur à écran DEL de 50 po

Full HD 1080p HDMI x3 USB

Résolution pleine HD 1080p, 3 entrées HDMI, port VGA, 1 port USB, prise pour écouteurs
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

nous payons la tps et la tvq**!

1798\$ /50 mois ou **899\$***

*EcoFrais inclus



58 po DEL

Panasonic
Téléviseur à écran DEL de 58 po

Full HD 1080p HDMI x3 USB x2 120Hz Wi-Fi Smart TV

Résolution pleine HD 1080p, fonction glisser-partager 2.0, application de commande à distance VIERA 2.0, fonction Viera Connect®, navigateur Web
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

INCLUS! Clavier

3398\$ /50 mois ou **1699\$***

*EcoFrais inclus



65 po DEL

TOSHIBA
Téléviseur à écran DEL de 65 po

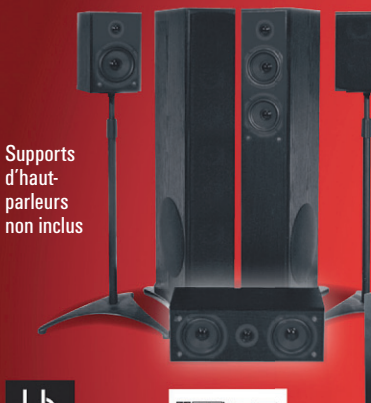
Full HD 1080p HDMI x4 USB x2 Wi-Fi Smart TV ClearScan 240

Résolution pleine HD 1080p, conversion 2D-3D, navigateur Web, 4 entrées HDMI (3 à l'arrière, 1 sur le côté), 2 ports USB, mode jeu
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

INCLUS! Clavier

4998\$ /50 mois ou **2499\$***

*EcoFrais inclus



Ensemble de 5 haut-parleurs et 1 subwoofer

2 tours de 125 watts, 1 subwoofer intégré de 8 po de 100 watts, 1 haut-parleur central de 125 watts, 2 haut-parleurs arrière de 125 watts
Livraison gratuite

nous payons la tps et la tvq**!

1998\$ /50 mois ou **999\$***

*L'ensemble

*EcoFrais inclus



Pioneer
Ensemble cinéma maison

Puissance de sortie totale de 1100 watts, prêt à la technologie 3D, visionneur de JPEG
Livraison gratuite

nous payons la tps et la tvq**!

2998\$ /50 mois ou **1499\$***

*L'ensemble

*EcoFrais inclus



50 po DEL

SAMSUNG
Ensemble cinéma maison avec téléviseur à écran DEL de 50 po

Lecteur Blu-ray et DVD, 3D, 5,1 canaux, puissance de sortie totale de 1000 watts, Bluetooth, AllShare Play®, Wi-Fi intégré
Résolution pleine HD 1080p, rehaussement des couleurs à très large spectre, capteur de luminosité Eco
Livraison gratuite

nous payons la tps et la tvq**!

2998\$ /50 mois ou **1499\$***

*L'ensemble

*EcoFrais inclus



Meuble audio/vidéo

3 tablettes (celle du centre est ajustable), système de gestion des câbles, support sur tige inclus
Livraison gratuite

nous payons la tps et la tvq**!

798\$ /50 mois ou **399\$***

*EcoFrais inclus



TOSHIBA
Ordinateur portable

Écran de 15,6 po, Windows 8, processeur Série E AMD E1-1200 (1,4 GHz, 1 Mo de cache de niveau 2) avec technologie AMD AllDay® Power, disque dur de 500 Go, carte graphique AMD Radeon® HD 7310
Garantie du fabricant de 12 mois

2494\$ /18 mois ou **449\$***

*EcoFrais inclus



TOSHIBA
Ordinateur portable

Écran de 15,6 po, Windows 8, processeur Quad Core AMD A8-5545M, 4 Go + 4 Go de mémoire vive, disque dur de 750 Go, carte graphique AMD Radeon HD 8510, caméra Web, Bluetooth v3.0
Garantie du fabricant de 12 mois

3328\$ /18 mois ou **599\$***

*EcoFrais inclus



SONY
Appareil photo numérique de 20,1 mégapixels

Écran ACL 2,7 po, objectif 18-55 mm inclus, fonction vidéo pleine HD 1080/30p MP4, stabilisateur d'image SteadyShot INSIDE®
Garantie du fabricant de 12 mois

nous payons la tps et la tvq**!

1664\$ /36 mois ou **599\$***

*EcoFrais inclus

nous payons la

tps et la tvq**

et

50

versements sans intérêt*

sur les appareils électroniques***

Plan BM ****

Service de livraison flexible et gratuit***

► Plage horaire de 4 heures

HEURES D'OUVERTURE:

LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Accord D Desjardins

MasterCard VISA

Suivez-nous sur twitter au @BM_Promotions

BROSSARD 450 619-6777
REPERTIGNY 450 470-0815

GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555
SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240

KIRKLAND 514 697-9228
SAINT-HUBERT 450 676-1911

LASALLE 514 364-6110
SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555

SAINT-LÉONARD 514 254-9455
LAVAL 450 682-2516

ACTUALITÉS

Rêver Montréal Un livre de François Cardinal qui présente 101 idées pour relancer la métropole

« Montréal est à un moment

Observateur passionné de tout ce qui touche Montréal, l'éditorialiste de *La Presse* François Cardinal a invité 80 personnalités d'horizons divers à répondre à une question d'actualité: comment relancer la métropole? Certains proposent des projets grandioses, d'autres, des gestes simples. M. Cardinal y va lui-même de 21 propositions. « À la veille d'un nouvel essor », ces 101 idées proposées par le livre *Rêver Montréal* sont autant de lueurs d'espoir pour la métropole, estime l'éditorialiste. Nous l'avons rencontré.

KARIM BENESSAIEH

Q Pour *Rêver Montréal*, vous avez invité des personnalités d'horizons incroyablement diversifiés, des spécialistes de l'urbanisme à des artistes, des gens d'affaires et des journalistes. Cette variété, en êtes-vous fier? Qu'apporte-t-elle dans le débat?

R Il y a effectivement une très grande variété et c'est tout à fait volontaire, pour montrer que ce ne sont pas que les élus et les candidats à la mairie qui réfléchissent à Montréal. Je trouve qu'on voit là une lueur d'espoir pour Montréal parce que parmi ces 80 personnalités-là, il y en a plusieurs dont on n'a

jamais entendu la position sur Montréal, qui osent se mouiller, qui sont prêtes à répondre présent. Tout le monde a réfléchi à sa ville, tout le monde a quelque chose à en dire.

Q Vous le dites d'entrée de jeu, Montréal en 2013 va plutôt bien. Difficile à croire, vous l'écrivez vous-même. Qu'est-ce qui vous rend si optimiste?

R Montréal est vraiment la championne de l'autodénigrement. Non seulement ça ne va pas si mal, ça va plutôt bien. On a la mémoire courte. Si on se souvient seulement de ce qu'était Montréal il y a une dizaine d'années, on voit l'immense chemin parcouru.



« Montréal est devenu la principale ville francophone du continent, une véritable métropole avec ses particularités. Il plus », dit François Cardinal.

D'abord, quand on regarde ce qu'on dit de Montréal à l'étranger, ce que les touristes et les palmarès en disent, on a un indice que ça va bien. Au-delà des impressions, quand on regarde les statistiques, on se rend compte que la construction résidentielle est en hausse, les grues sont aussi nombreuses qu'à l'époque des Jeux olympiques. On construit des gratte-ciel, ça fait des années qu'on n'en a pas vu! Le taux de faillites diminue, la pauvreté recule, le revenu des familles augmente plus vite qu'à Toronto.

Q L'ancien ministre péquiste Joseph Facal vous a déjà posé la question, reposons-la: « Mais si ça va si bien, pourquoi a-t-on l'impression que ça va si mal? »

R Ça fait 15 ans qu'on a un problème de leadership, on a alors l'impression que la ville ne va nulle part. Il y a aussi un traumatisme historique dont on peine à se relever. Montréal ne peut pas bien aller, car jamais Montréal ne va aller aussi bien qu'il l'a déjà été. Montréal, il y a une cinquantaine d'années, était la métropole du Canada.

On n'arrête pas de citer Jean Drapeau, les Jeux olympiques, l'Expo. Ce que certains voient comme un échec, un long déclin depuis les années 50, est plutôt une rupture. Montréal est devenu la principale ville francophone du continent, une véritable métropole avec ses particularités. Il faut l'aborder ainsi plutôt que comme la métropole canadienne qu'elle n'est plus.

Q En 101 courts textes, plusieurs solutions sont évoquées. Certaines reviennent fréquemment. Quelles sont les idées centrales pour relancer la métropole?

Financement Côté somme Coderre de s'expliquer

Le candidat à la mairie Marcel Côté somme son rival Denis Coderre de s'expliquer sur le financement dont il a bénéficié lorsqu'il était député fédéral. La Presse Canadienne a révélé que les personnes nommées devant la commission Charbonneau ont donné tout près de 2,2 millions aux partis fédéraux, principalement au PLC. Le parti aurait reçu 48 000 \$ dans la seule circonscription de Bourassa, où siégeait Denis Coderre. « M. Coderre doit expliquer la présence dans son cercle de donateurs de tous ces gens associés à des malversations », a dénoncé Marcel Côté. Denis Coderre a refusé de réagir, disant ne plus être lié au PLC depuis sa démission de son poste de député fédéral.



PHOTO FOURNIE PAR V. CHARBONNEAU

Autoroute 20 6000 litres de peinture sur la chaussée

Environ 6000 litres de peinture jaune se sont déversés sur la chaussée de l'autoroute 20 hier soir vers 18h30, alors qu'un camion a perdu son chargement à la hauteur de Belœil. Un imposant tronçon de l'autoroute a été fermé et pourrait le demeurer une partie de la matinée, le temps que l'opération de nettoyage se termine. « La circulation a été fortement perturbée pendant l'heure de pointe, mais les automobilistes peuvent désormais emprunter "la balance" (où les camions lourds s'arrêtent parfois en bordure de l'autoroute) afin de poursuivre leur chemin », a expliqué une porte-parole de la Sûreté du Québec. Christine Coulombe. « Le camion avait 12 000 litres de peinture, la moitié à l'huile et l'autre moitié à l'eau, dont une partie s'est déversée sur la chaussée. Les dégâts sont toutefois très limités, puisque le déversement a été contenu sur la chaussée », a affirmé le coordonnateur régional d'Urgence-Environnement, Christian Blanchette.

— Hugo Pilon-Larose

11 MILLIONS DE MERCIS!

Le CN tient à remercier tous les Canadiens qui, depuis les huit dernières années, nous ont permis d'amasser près de 11 000 000 \$ pour les soins pédiatriques partout au Canada. Cette somme a été recueillie dans le cadre de l'Omnium canadien féminin CN et du programme Don d'espoir CN. Cette année, plus de 2 700 000 \$ ont été remis au Stollery Children's Hospital Foundation à Edmonton.

Merci à tous d'avoir appuyé une cause aussi importante. Fort de votre appui, le CN est devenu un véritable pilier appuyant plusieurs initiatives axées sur la santé des enfants à travers le pays. Ensemble, continuons à offrir les meilleurs soins possibles aux enfants qui en ont besoin.

CN

www.cn.ca

Merci à nos partenaires!

charnière »



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE
fait l'aborder ainsi plutôt que comme la métropole canadienne qu'elle n'est

Dans le livre, il y a clairement deux types de solutions. Il y a celles, plus génériques, qui touchent à la fierté, à l'amour-propre de Montréal, à la morosité ambiante. Ces solutions sont intéressantes parce qu'elles sont un Polaroid de Montréal maintenant.

Et il y a un paquet de solutions hyperconcrètes qui, j'espère, vont inspirer des candidats à la mairie. Ça va du plus petit au plus gros: certains prétendent que Montréal a besoin d'un nouveau symbole architectural grandiose. Il y a en a beaucoup qui sont

originales dans leur ambition, par exemple le fait de vouloir créer un réseau de promenades métropolitain. Il y en a qui misent plus sur l'échelle humaine de Montréal, qu'il faut redonner par exemple la ville aux enfants.

Si quelques-unes seulement inspirent les élus et les candidats, ça aura fait une grande différence. On sent qu'on est à un moment charnière qui fait en sorte que Montréal est à la veille d'un nouvel essor.

Si ce livre pouvait lui donner une petite poussée dans le dos supplémentaire, il aura fait son travail.

Justice Tomassi subira son procès en juin 2014

Presque trois ans après le dépôt d'accusations criminelles, l'ancien ministre de la Famille, Tony Tomassi, subira finalement le 2 juin 2014 son procès pour fraude et abus de confiance envers le gouvernement.

Il avait obtenu plusieurs reports de sa cause depuis le 11 octobre 2011, jour où le directeur des poursuites criminelles et pénales a déposé ses accusations. Le procès se déroulera devant juge seul.

Tony Tomassi est accusé d'avoir accepté une récompense, un avantage ou un bénéfice de la part de Luigi Coretti et de sa firme BCIA, qui était en relation d'affaires avec le gouvernement. Il aurait tenté d'influencer le gouvernement en échange de cette faveur. Les faits qui lui sont reprochés se seraient déroulés entre le 1^{er} juillet 2006 et le 6 mai 2010.

Le premier ministre Jean Charest avait expulsé Tony Tomassi du caucus libéral en mai 2010. Tony Tomassi a démissionné le 3 mai 2012 avec en poche une indemnité de départ d'environ 122 000 \$, selon la Ligue des contribuables.

— Tommy Chouinard

Anticosti Ouellet juge l'entente avec Pétrolia insuffisante

La ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, a estimé hier que l'entente d'Hydro-Québec sur le pétrole d'Anticosti est insuffisante. Elle a été très prudente dans ses commentaires sur les redevances que l'entreprise Pétrolia s'est engagée à verser à la société d'État, si jamais le gisement insulaire peut être exploité.

Selon la ministre, la redevance prioritaire que Pétrolia verserait ne permettrait pas aux Québécois de percevoir leur juste part des profits.

«C'est clair que ce n'est pas avec cette entente que les Québécois vont s'enrichir, a-t-elle dit. Hydro-Québec percevra notamment une redevance de 1 à 3 pour cent sur chaque baril de pétrole de l'île d'Anticosti.

M^{me} Ouellet a rappelé son intention d'inclure une nouvelle redevance sur les hydrocarbures dans un éventuel projet de loi qui doit encadrer le secteur. «C'est avec ça qu'on va faire en sorte que les Québécois vont s'enrichir», a-t-elle dit.

— La Presse Canadienne

CINQ IDÉES PARMI D'AUTRES POUR RELANCER LA VILLE

1. TROUVER UN AMBASSADEUR

Inviter une personnalité respectée internationalement à séjourner quelques mois à Montréal, lui montrer nos grands projets et en faire notre ambassadeur autour du monde. C'est l'idée un peu folle du président de Molson Coors, Andrew T. Molson, qui estime que cet ambassadeur pourrait en outre « nous révéler certains défauts ». Dans le même esprit, mais à la blague, l'auteur Daniel Thibault propose de nommer Yvon Deschamps ambassadeur de Montréal... à Québec. Pour « expliquer que l'argent public dépensé à Montréal n'est pas toujours à mettre dans la colonne des pertes des Québécois ».

2. « C'EST LONG QUAND C'EST LAID ! »

Avec toute la rigueur et l'humour qui le caractérisent, Jean-René Dufort y va d'un coup de gueule bien senti: « L'architecture de Montréal est soporifique, dénuée de toute touche de folie. » Il réclame une « injection intraveineuse d'audace », rappelle les rendez-vous ratés – selon lui – de la Maison symphonique de Montréal, de la place des Festivals avec son « patio des spectacles », de la Grande Bibliothèque qui a l'air d'« une grosse thermopompe ». L'ancien président de l'Ordre des architectes du Québec, André Bourassa, désigne un coupable: « La culture du plus bas soumissionnaire, qui ne mène nulle part. »

3. DES PROMENADES MÉTROPOLITAINES

Un fleuve géant, une montagne emblématique, un archipel: Montréal dispose d'une géographie « exceptionnelle » qu'elle ne met pas en valeur, note le directeur des politiques à Héritage Montréal, Dinu Bumbaru. Sa proposition: faire

comme Paris, Séoul et New York et aménager de « fabuleuses promenades », ou imiter Helsinki et Québec et offrir des services permanents de traversiers. Pour « apprécier à sa juste valeur le site exceptionnel de Montréal ». Dans le registre des circuits à construire, Lorraine Pintel, directrice du Théâtre du Nouveau Monde, suggère de créer un parcours d'œuvres d'art, « pour faciliter l'appropriation du milieu urbain par le citoyen ».

4. ANGLAIS OU FRENCH ?

Impossible de parler de Montréal sans évoquer sa dualité linguistique. L'acteur Pierre Curzi propose de « construire autour du français [...] une ville de Babel ». Le musicien Ghislain Poirier se désole des deux solitudes dans le domaine des arts et suggère que les artistes aillent courtiser l'« autre » communauté. Le chroniqueur de *The Gazette* Josh Freed rappelle à quel point les Montréalais impressionnent leurs visiteurs en passant sans complexe d'une langue à l'autre. « Arrêtons de nous chicaner et retournons à ce que nous faisons le mieux: vivre bien ensemble... *together*. »

5. DES CITOYENS IMPLIQUÉS

Les anglophones « se font un devoir de s'engager », de faire partie de la « *community* » plutôt que d'en être de simples bénéficiaires », note François Cardinal. Trop souvent, a contrario, les Montréalais se désintéressent de la chose municipale, votent peu, se comportent « comme des gérants d'estrade... » et critiquent leur ville. Or, « ce n'est pas vrai qu'une municipalité peut tout faire toute seule. Elle doit pouvoir s'appuyer sur la société civile pour réaliser de grandes choses », résume un ancien haut fonctionnaire de Toronto.

— Karim Benessaïh

**CHEVROLET**

LA GRANDE LIQUIDATION

JUSQU'À **3 000 \$¹**
DE RABAIS COMBINÉS SUR PLUSIEURS MODÈLES

VERSEMENTS RÉDUITS // ARRIVEZ TÔT POUR PLUS DE CHOIX

SPARK 2013

ACHETEZ À PARTIR DE

10 995 \$²



LE PRIX D'ACHAT LE PLUS BAS DU MARCHÉ

COMPREND LE TRANSPORT

SONIC 2013

ACHETEZ À PARTIR DE

11 749 \$²



PLUS **1 000 \$³** DE RABAIS LOYAUTÉ

COMPREND LE TRANSPORT

CRUZE 2013

RABAIS DE LIQUIDATION

3 000 \$¹



PLUS **1 000 \$³** DE RABAIS LOYAUTÉ

FINANCEMENT À L'ACHAT 2,99 % JUSQU'À 84 MOIS*



Jusqu'à 1500 \$ de remise additionnelle*

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVONS AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE

160 000 KM/5 ANS* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

*Demandez au concessionnaire les détails de la garantie limitée.



CONTACTER **CHEVROLET.CA**

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2013 neufs suivants: Spark, Sonic et Cruze. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 550 \$) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Ces offres s'adressent aux particuliers du Canada seulement, du 4 septembre 2013 au 31 octobre 2013. Le rabais (avant les taxes) est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant, valide pour les modèles 2013 neufs et destiné aux particuliers seulement. Le rabais de 3 000 \$ sur Sonic 2013 est applicable au financement à l'achat ou à l'achat au comptant. Le rabais de 3 000 \$ est applicable sur tous les modèles Cruze 2013. Le rabais de 2 000 \$ est applicable sur tous les modèles Spark 2013. 2. Prix à l'achat à partir de 11 749 \$ pour Sonic (incluant 3 000 \$ de rabais). 3. Offre en vigueur du 3 juillet au 30 septembre 2013 aux particuliers résidant au Canada. Les propriétaires ou locataires actuels d'une Chevrolet Aveo, Cobalt, Cavalier, Optra, Saturn Ion, Astra ou Série S recevront 1 000 \$ de rabais à l'achat, la location ou la commande à l'usine d'un véhicule admissible neuf, soit une Chevrolet Sonic ou Cruze 2013. Les propriétaires ou locataires actuels d'un Chevrolet Equinox, Tracker ou Saturn Vue recevront 1 000 \$ de rabais à l'achat, la location ou la commande à l'usine d'un véhicule admissible neuf, soit un Chevrolet Equinox 2013. Limite d'un (1) seul rabais par véhicule admissible vendu. Cette offre est transférable à un membre de la famille immédiate habitant à la même adresse (preuve exigée). L'offre n'est pas monnayable et ne peut être combinée avec certaines autres offres incitatives portant sur les véhicules GM. Le rabais de 1 000 \$ comprend les taxes applicables (TPS/TVH/TVA/TVP, selon la province). Dans le cadre de la transaction, le concessionnaire demandera des preuves d'immatriculation ou d'assurance des véhicules dont le client est déjà propriétaire. 4. Financement à l'achat jusqu'à 84 mois à un taux de 2,99%, sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaSM ou de RBC Banque RoyaleSM. Exemple: basé sur un financement à l'achat de 11 749 \$ pendant 84 mois à un taux de 2,99%, le paiement aux deux semaines est de 72 \$ pendant 84 mois. Le coût d'emprunt est de 1 295,50 \$, et l'obligation totale est de 13 044,50 \$. * La remise de 600 \$ à 1 500 \$ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.



EXCLUSIF

La Commission pourrait en effet distribuer des blâmes dans son rapport final, prévu pour avril 2015. Union Montréal souhaite pouvoir y répondre si certains de ses membres

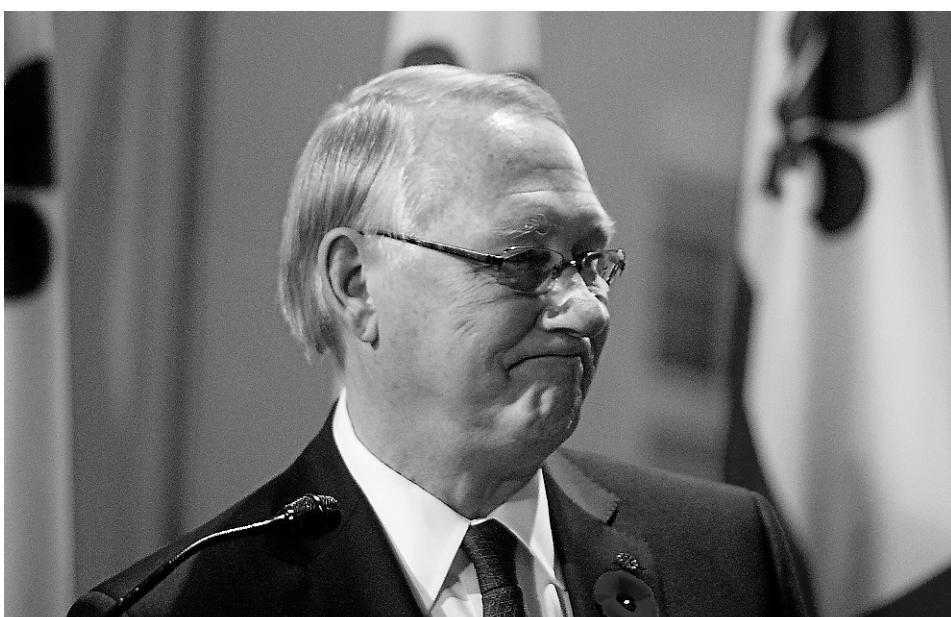


PHOTO GRAHAM HUGHES, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Au bureau du Directeur général des élections du Québec (DGEQ), on dit étudier de près le dossier d'Union Montréal. Même s'il souhaite rester en vie, le parti pourrait être démantelé puisque rien dans la loi ne permet de

« Pour l'instant, Union Montréal demeure un parti autorisé », dit Carl Charest, porte-parole du DGEQ. Techniquement, la formation peut donc continuer à récolter des dons. Union Montréal reste également maître de son compte de banque. Impossible, donc, de savoir quand – et surtout combien – la Ville de Montréal pourra encaisser les fonds restants du parti, une fois ses livres fermés. Au 31 décembre dernier, la formation disait avoir 650 000\$ en banque.

En attendant, c'est l'agent officiel du parti, Marc Deschamps, qui est responsable de ce qu'il reste d'Union Montréal. Celui-ci n'a pas rappelé *La Presse*.

La commission Charbonneau pourrait distribuer des blâmes dans son rapport final. Union Montréal souhaite pouvoir y répondre si certains de ses membres sont écorchés.

La majorité des anciens élus d'Union Montréal se présentant à l'élection de novembre ont rejoint Équipe Coderre. Certains ont également rejoint la Coalition Montréal de Marcel Côté. Ce dernier a d'ailleurs présenté hier deux candidats issus d'Union Montréal, Bernard Blanchet et Lise Poulin, dans Lachine.

ET SI ON RÊVAIT MONTREAL?

COLLECTIF DE 80 PERSONNALITÉS SOUS LA DIRECTION DE
FRANÇOIS CARDINAL

RÊVER MONTREAL
101 IDÉES POUR RELANCER LA MÉTROPOLE
COLLECTIF SOUS LA DIRECTION DE FRANÇOIS CARDINAL

TEXTES DE 80 PERSONNALITÉS DONT:
KENT NAGANO · JEAN-PAUL L'ALLIER
PHYLLIS LAMBERT · JEAN-RENE DUFORT
D' GILLES JULIEN · RICARDO LARRIVÉE
ALEXANDRE TAILLEFER · LUCIEN BOUCHARD
ANDREW T. MOLSON · MARIE-FRANCE BAZZO
VINCENT GRATON · SYLVIE BERNIER

les éditions la presse

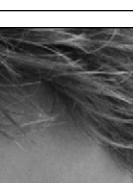
Offert en librairie ou sur
editionslapresse.ca
Aussi en format PDF et E-pub

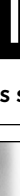
les éditions la presse

TOUS LES SCÉNARIOS...

CINÉMA

Tous les samedis dans *La Presse*





École associée
de l'UNESCO



**LE MONDE
INVENTIF
de SAINTE-ANNE**

**Portes
ouvertes**

le 14 septembre de 10 h à 15 h

Admission en ligne



Sainte-Anne
depuis 1861

**SECONDAIRE
INTERNATIONAL**

Centre de compostage de Saint-Laurent

Une « chasse aux sorcières », dit Zajdel

KATHLEEN LÉVESQUE

L'ancien conseiller municipal Saulie Zajdel estime être la victime d'une « chasse aux sorcières » dans le dossier d'implantation d'un centre de compostage dans l'arrondissement de Saint-Laurent, qui fait l'objet de vérifications policières.

M. Zajdel a été montré du doigt par la présidente du comité exécutif de Montréal, Josée Duplessis, qui a dénoncé des « faits troublants », en février dernier, auprès de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), l'Escouade de protection de l'intégrité municipale (EPIM) et le contrôleur général de la Ville.

Dans sa lettre que *La Presse* a obtenue, M^{me} Duplessis a rapporté les allégations faites par son collègue du conseil municipal, Harout Chitilian, lors d'une réunion de travail concernant le centre de compostage de Saint-Laurent. L'implication comme lobbyiste de Saulie Zajdel soulevait alors



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE
L'ex-conseiller Saulie Zajdel, lors de son arrestation par l'UPAC, en juin.

des questions, d'autant plus que son nom n'apparaissait pas au registre des lobbyistes pour des activités d'influence dans ce dossier précis.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir à *La Presse*, M. Zajdel écrit être « enclin à croire qu'il y a une chasse aux sorcières

visant à salir [sa] réputation ». De plus, il affirme que « ce dossier est hautement politisé », soulignant au passage que M^{me} Duplessis est membre de Projet Montréal. *La Presse* a tenté de joindre M. Zajdel à deux reprises sans succès.

Par écrit, il précise son rôle dans ce dossier afin « de rectifier la vérité et corriger les inexactitudes ». Ainsi, il indique avoir conseillé l'entreprise Crest Realities qui est propriétaire du terrain sur lequel doit être construit le centre de compostage.

« À aucun moment et d'aucune manière ai-je été impliqué dans la décision et le choix des services de la ville sur ce sujet. »
— Saulie Zajdel

et d'aucune manière ai-je été impliqué dans la décision et le choix des services de la ville sur ce sujet », soutient M. Zajdel, qui ajoute que l'entreprise était même « extrêmement fâchée » de la décision de la Ville.

Il explique également avoir participé à une rencontre avec des représentants de Crest Realities et de la Ville mais qu'il ne s'agissait pas d'une séance de négociation. De plus, il était présent à une assemblée de consultation publique. Ces deux éléments, précise-t-il, « constituent la totalité de mon implication dans ce projet ».

Arrêté avec Applebaum

Dans un tout autre dossier immobilier réalisé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Saulie Zajdel est accusé d'avoir corrompu un fonctionnaire à qui il aurait versé des commissions secrètes. M. Zajdel a été arrêté en juin dernier en même temps que l'ex-maire de Montréal, Michael Applebaum.

HYUNDAI

NOUVELLES IDÉES.
NOUVELLES POSSIBILITÉS.^{MC}

HyundaiCanada.com

PARCE QUE L'AUTOMNE EST PARFOIS COURT AU QUÉBEC...

...OBTENEZ

4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*

ELANTRA 2013

0%
FINANCEMENT À L'ACHAT[°]
JUSQU'À 96 MOIS

ÉQUIPEMENT LIVRABLE :

- CLIMATISEUR • RÉGULATEUR DE VITESSE
- RADIO SIRIUS XM[®] AVEC BLUETOOTH[®]
- SIÈGES AVANT ET ARRIÈRE CHAUFFANTS
- PRISES D'ENTRÉE IPOD[®]/USB/AUXILIAIRE
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE

+ 4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*

SANTA FE SPORT 2013

0,99%
FINANCEMENT À L'ACHAT[°]
JUSQU'À 96 MOIS

ÉQUIPEMENT LIVRABLE :

- CLIMATISEUR • SYSTÈME DE NAVIGATION
- SIÈGES AVANT CHAUFFANTS ET REFROIDISSANTS
- TOIT OUVRANT PANORAMIQUE
- CAMÉRA DE RECUL AVEC AVERTISSEMENT DE RAPPROCHEMENT • SIÈGES EN CUIR
- RADIO HAUT DE GAMME AVEC 10 HAUT-PARLEURS

+ 4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*

ACCENT 5 PORTES 2013

0%
FINANCEMENT À L'ACHAT[°]
JUSQU'À 96 MOIS

ÉQUIPEMENT LIVRABLE :

- CLIMATISEUR AVEC RÉGULATEUR AUTOMATIQUE DE LA TEMPÉRATURE
- SIÈGES AVANT CHAUFFANTS
- PHARES ANTIBROUILLARD
- RADIO SIRIUS XM[®] AVEC BLUETOOTH[®]
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE

+ 4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*

Modèle Limited montré*

Modèle Limited montré*

Modèle GLS 5 portes montré*

GARANTIE 5 ANS^{††}

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km
Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km
Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

AUTOROUTE : 5,2 L / 100 KM*

AUTOROUTE : 6,7 L / 100 KM*

AUTOROUTE : 5,3 L / 100 KM*

VÉHICULE UTILITAIRE CANADIEN DE L'ANNÉE 2013

ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

^{MC} Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. Toutes les autres marques de commerce sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. * Prix des véhicules montrés : Accent GLS 5 portes 2013, transmission automatique à partir de 20 614 \$ / Santa Fe Sport 2.0T Limited 2013 à traction intégrale à partir de 40 374 \$ / Elantra Limited 2013, transmission automatique à partir de 24 964 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 550 \$ / 1 760 \$ / 1 550 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. ° Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les Accent GL 5 portes 2013, boîte manuelle à partir de 17 514 \$ / Santa Fe Sport 2.4L 2013 à traction avant à partir de 28 374 \$ / Elantra GL 2013, boîte manuelle 6 vitesses à partir de 20 014 \$ à un taux annuel de 0 % / 0,99 % / 0 % pour 96 mois. Paiement de 84 \$ / 142 \$ / 96 \$ aux 2 semaines. Comptant initial requis de 0 \$. Coût de prêt 0 \$ / 1 150 \$ / 0 \$ pour une obligation totale de 17 514 \$ / 29 524 \$ / 20 014 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 550 \$ / 1 760 \$ / 1 550 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76 \$) et taxes applicables en sus des offres de financement à l'achat et sont payables au moment de la livraison. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. * Crédit pour pneus d'hiver d'une valeur allant jusqu'à 400 \$ / 500 \$ / 575 \$ offert pour les modèles Accent 2013 / Elantra 2013 / Santa Fe 2013. Le crédit pour pneus d'hiver s'applique avant les taxes. Le crédit ne peut être combiné ou jumelé à aucun autre crédit disponible. Le crédit est non transférable et ne peut être réaffecté. L'installation et la mise au point des pneus ne sont pas incluses dans cette offre. Voir le concessionnaire pour les détails. ▼ Les cotes de consommation d'essence des Accent GL 5 portes 2013, boîte manuelle (Autoroute 5,3 L / 100 km; Ville 7,1 L / 100 km) / Santa Fe Sport 2.4L 2013 à traction avant (Autoroute 6,7 L / 100 km; Ville 10,1 L / 100 km) / Elantra GL 2013, boîte manuelle (Autoroute 5,2 L / 100 km; Ville 7,1 L / 100 km) sont basées sur l'Énerguide. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. ♦♦ Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

ACTUALITÉS

MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES RANBAXY

Bannis aux États-Unis, bienvenus



Depuis que la majorité des médicaments est fabriquée à l'autre bout du monde, les autorités ont perdu le contrôle, incapables d'inspecter suffisamment les usines étrangères. Un important acteur du médicament générique, Ranbaxy, est ainsi parvenu à vendre des remèdes de qualité inférieure – et jamais testés – à des millions de gens. Les États-Unis ont banni des dizaines de ses produits. Malgré le scandale, Santé Canada n'emboîte pas le pas. Et la communauté médicale s'inquiète.

Interrogée sur ses 45 remèdes vendus en sol canadien, Ranbaxy affirme qu'elle les fait tester localement par un laboratoire indépendant.



MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Des médicaments vendus aux malades à la suite de tests bidon. D'autres, pleins d'impuretés ou qui se dégradent trop vite. Des mensonges à répétition et de faux rapports – artificiellement vieilliss à la vapeur – pour berner les inspecteurs. Malgré cette fraude spectaculaire, qui l'empêche de vendre des dizaines de médicaments aux États-Unis, le géant du générique Ranbaxy continue d'occuper une part croissante du marché canadien. Et trois de ses quatre usines indiennes jugées inadéquates par les Américains ont toujours la bénédiction de Santé Canada. Une situation « préoccupante » pour l'Ordre des pharmaciens du Québec, et une attitude carrément « négligente » selon des experts en santé publique. Il y a trois mois, cinq ans après avoir été accusé de fraude par la Food and Drug Administration (FDA) américaine, Ranbaxy a admis ses crimes et payé une amende d'un demi-milliard de dollars. Aux États-Unis, 30 de ses médicaments sont toujours bannis. En Inde, où la société est née, des médecins ont arrêté de prescrire tous ses produits. Mais Santé Canada ne bouge pas. Par courriel, le Ministère affirme que « la falsification de données est une infraction grave » à la loi canadienne, mais dit n'avoir trouvé « aucun fondement du point de vue de la santé et de la sécurité pour interdire l'importation des produits de Ranbaxy au Canada ». Il dit avoir exigé des tests dans des laboratoires canadiens, avoir inspecté les installations indiennes avec l'Organisation mondiale de la santé et continuer de vérifier si les médicaments de Rambaxy représentent une menace.

Des risques importants
Au Québec, l'affaire attise l'inquiétude de l'Ordre des pharmaciens. « C'est préoccupant, affirme la présidente de l'organisme, Diane Lamarre. Avec la mondialisation, on doit renforcer nos mécanismes de vérification. Mais je ne sais pas si Santé Canada a les moyens de faire ce qu'on veut qu'il fasse. Il faudrait qu'il soit presque en permanence dans certaines usines pour s'assurer que tout est très bien fait. » En attendant, sept des médicaments de Ranbaxy interdits aux États-Unis sont toujours vendus au Canada: trois antibiotiques et des pilules contre le diabète, l'hypercholestérolémie, le reflux gastrique ou l'épilepsie. « S'ils ne sont pas corrects, plusieurs de ces médicaments au Québec, alimente la moitié des hôpitaux québécois. Malgré le scandale, il leur fournit 31 produits de Ranbaxy. « Notre chien de garde, c'est Santé Canada. Vu la quantité et la complexité de l'information à analyser, on doit s'en remettre à l'autorité réglementaire. S'il fallait bannir un fournisseur chaque fois qu'il y a un rappel, on devrait fermer les hôpitaux », justifie le président du comité des pharmaciens de SigmaSanté, Jean-François Bussièrès. « Mais on va certainement relancer Ranbaxy pour avoir des réponses », annonce-t-il. Pour le professeur Attaran, ce n'est pas assez, étant donné la gravité de l'affaire. Un enquêteur principal au Congrès américain, David Neslon, a en effet déclaré au

« S'ils ne sont pas corrects, plusieurs de ces médicaments peuvent vous tuer et d'autres peuvent favoriser la résistance des bactéries aux médicaments. C'est extrêmement grave. » — Amir Attaran, professeur à l'Université d'Ottawa

médicaments peuvent vous tuer et d'autres peuvent favoriser la résistance des bactéries aux médicaments. C'est extrêmement grave », dénonce le professeur Amir Attaran, qui enseigne le droit et la médecine à l'Université d'Ottawa. « Pourquoi Santé Canada laisse-t-il une entreprise au dossier criminel vendre ses produits, au lieu de la poursuivre à son tour, dit-il. Les Canadiens sont mal protégés. » À l'Université de Victoria, le chercheur en politique du médicament Alan Cassels tient le même discours. « Santé Canada pense-t-il d'abord aux profits des fabricants ou à la santé publique, demande-t-il. Il ne faut plus avoir le moindre doute ou arrêter de soumettre les gens à des traitements potentiellement dangereux. » Sigma Santé, plus grand groupe d'achat de

Ranbaxy. « Le gouvernement étant profondément endormi, les professionnels de la santé doivent sauvegarder l'intérêt de leurs patients en boycottant totalement les félons », a approuvé l'administrateur et médecin S.K. Joshi dans une lettre à l'*India Medical Times*.
Ranbaxy répond
Selon Richard Nadeau, qui préside l'Association des bannières et chaînes de pharmacies du Québec, c'est exagéré. « Santé Canada est extrêmement vigilant. On reçoit des avis de retrait presque chaque jour, et pas seulement pour des produits indiens », justifie-t-il. « Même si Ranbaxy vient de plaider coupable, les faits datent un peu. Alors soyons prudents; on peut penser que la situation a été corri-

Le processus permettant à un fabricant de regagner la confiance de la FDA est « souvent long et complexe », a expliqué à *La Presse* un porte-parole de l'organisme. Malgré tout, le House Energy & Commerce Committee du Congrès américain estime que la FDA a mis les Américains en danger. Une enquête parallèle a été lancée pour comprendre comment l'organisme a pu interdire l'importation de nouveaux lots de médicaments de Ranbaxy, sans rappeler les lots déjà vendus en pharmacie. Et comment une entreprise soupçonnée de fraude et de déficiences massives a pu obtenir le feu vert pour commercialiser des médicaments additionnels. Entre 2008 et 2012, les ventes de Ranbaxy ont plus que doublé aux États-Unis, passant de 393 à 946 millions. Au Canada, elles sont parallèlement passées de 55 à 70 millions. En 2012 seulement, Ranbaxy Canada a connu une croissance de 8,2 % alors que le marché dans son ensemble a reculé de 1,5 %.

LES SEPT MÉDICAMENTS	
Infection bactérienne	RAN-CEPROFOZIL
	RAN-CIPROFLOX
	RAN-CLARITHROMYCIN
Acidité gastrique	RAN-RANITIDINE
	Diabète
Diabète	RAN-METFORMIN
	Hypercholestérolémie
Hypercholestérolémie	RAN-PRAVASTATIN
	Épilepsie
Épilepsie	RAN-GABAPENTIN

À lire le dossier complet dans *La Presse*+

au Canada



PHOTO SCOTT EELLS, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS



PHOTO ADRIAN FISK, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

LA PILULE AMÈRE DE LA MONDIALISATION

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Ranbaxy n'est pas la seule entreprise étrangère à vendre des remèdes qui éveillent les soupçons du milieu de la santé. Chaque année, les médecins, infirmiers et pharmaciens des hôpitaux québécois se plaignent par dizaines que certains médicaments sont de mauvaise qualité, voire inefficaces, révèle le président du comité des pharmaciens du plus grand groupe d'achat de la province, Sigmasanté.

Pour Jean-François Bussières, les ratés restent occasionnels et certains sont inévitables. La situation lui semble toutefois «préoccupante» depuis que la majorité des médicaments est fabriquée à l'étranger – surtout en Inde et en Chine, où les lois sont moins strictes et où les inspecteurs nord-américains se rendent de façon rarissime.

« Il y a des risques associés à la mondialisation, alors il faut être plus vigilant », estime M. Bussières. Dans certains cas, précise-t-il, des groupes de pharmaciens ont eu vent de problèmes grâce à une veille électronique sur le web, sans avoir jamais été alertés par leur fournisseur.

Parfois, le danger est grand. Ces derniers mois, deux entreprises, Apotex (fabricant d'Alysena) puis Mylan Pharmaceuticals (Esme-28 et Freya-28), ont dû rappeler des

L'Ordre des pharmaciens s'interroge. « On s'obstine par ailleurs à repasser sur des produits qui ont déjà été certifi cation des Américains, alors qu'on laisse entrer des lots complets sans les inspecter, observe Diane Lamarre. Peut-être devrait-on mettre nos ressources en commun pour se répartir le travail. »

Le problème, c'est que la Food and Drug Administration américaine (FDA) est tout aussi dépassée. Alors que 80 % des ingrédients actifs des médicaments sont fabriqués à l'étranger (selon des estimés américains), seulement 11 % des usines étrangères sont inspectées annuellement.

Dans un rapport de septembre 2010, le US Government Accountability Office (GAO) affirme qu'il y a « un besoin urgent » de mieux protéger le public. Neuf ans s'écoulent, en moyenne, entre chaque inspection dans les usines étrangères, même si c'est là qu'on détecte généralement les plus graves défaillances, écrit-il. Pire encore, 2400 de ces usines (sur 3765) n'ont pas été inspectées une seule fois.

« Pour ceux qui ne sont pas surveillés, il est tentant de tourner les coins rond pour économiser. C'est un avantage par rapport aux usines locales

« Avec des milliers d'usines étrangères et très peu d'inspecteurs, comment Santé Canada prétend-elle nous protéger ? »
— Alan Cassels, chercheur à l'Université de Victoria

boîtes de pilules contraceptives fabriquées à l'étranger, parce qu'un comprimé ne contenait pas d'ingrédient actif alors qu'il aurait dû en contenir. Ce qui a exposé près d'un demi-million de Canadiennes à une grossesse non désirée. Les deux derniers rappels concernaient la même usine indienne.

En 2008, une entreprise américaine, Baxter, a aussi fait les manchettes après avoir importé du sang de cochon chinois pour fabriquer son héparine. Le sang était contaminé. Des patients sont morts et d'autres ont subi de graves séquelles.

Pénuries

Les découvertes répétées de défaillances causent aussi de graves pénuries puisqu'il faut alors arrêter la production de façon brutale.

« La recherche d'économies massives, c'est un peu ce que ça donne, d plores la présidente de l'Ordre des pharmaciens du Québec, Diane Lamarre. Le médicament n'est pas un bien de consommation comme les autres. Pourtant, la loi n'a pas évolué au gré des bouleversements des cinq à dix dernières années. »

Les ressources non plus. « Avec des milliers d'usines étrangères et très peu d'inspecteurs, comment Santé Canada prétend-elle nous protéger ? », demande Alan Cassels, chercheur à l'Université de Victoria et auteur de *Selling Sickness*.

Le Ministère fédéral a réalisé 35 inspections hors frontières entre 2007 et 2012 – soit seulement 7 par année – et il en garde les résultats secrets, dénonce le chercheur dans le *Canadian Medical Association Journal* de 2012.

qui sont régulièrement inspectées et ça met le public en danger », prévient John DiLoreto, directeur général, du Bulk Pharmaceuticals Task Force, une association de fabricants américains.

Résultat: l'industrie a accepté de verser 300 millions par an à la FDA, pour qu'elle embauche massivement et que, d'ici cinq ans, ses taux d'inspection soient identiques à l'intérieur et à l'extérieur des frontières.

Sanctions

« Pour l'instant, ce qui s'est passé chez Ranbaxy se produit presque à coup sûr chez d'autres fabricants. On se place considérablement en danger en se fiant sur l'Inde pour être approvisionné en médicaments », estime néanmoins Amir Attaran, professeur aux départements de droit et de médecine de l'Université d'Ottawa.

  ses yeux, il faudrait imposer des sanctions commerciales aux pays qui ne r glementent pas leurs exportateurs de médicaments et il faudrait exiger que ces derniers prouvent que leurs produits sont sûrs. En Inde, illustre-t-il, il manque au moins 500 inspecteurs à la Central Drugs Standard Control Organization (selon un récent rapport parlementaire).

Dans la foulée du scandale Ranbaxy, le gouvernement indien a au contraire déclaré aux médias locaux que son industrie pharmaceutique était sûre, très r glement e. Et que ses concurrents étrangers, choqués par ses bas prix, tentaient désespérément de lui faire mal.

Depuis 1888,
NOS ÉLÈVES
INFLUENT
L'HISTOIRE
DU QUÉBEC

1893 1899 1919 1929 1930 1937 1941 1967 1980 1992

Emile Nelligan
Omer DeSerres
Jean Paul Lemieux
Olivier Duimond
René Lecavalier
Gilles Duceppe
Yannick N zet - S quin
Yves Thériault
Jean-Paul Riopelle
Edmond Archambault
Julie Payerette

COLLÈGE
MONT-SAINT-LOUIS
Collège privé mixte d'enseignement secondaire

1700, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal msl.qc.ca | info@msl.qc.ca

PORTES OUVERTES
LE SAMEDI 21 SEPTEMBRE
DE 9H   14H

ACTUALITÉS

Rappeur acquitté d'accusations en lien avec des armes

Le Roi Heenok se dit irréprochable

CHRISTIANE DESJARDINS

Armes, cocaïne, violence... Dans ses vidéos, Roi Heenok aime bien frimer pour étoffer son «gangsta rap». Mais dans la vraie vie, Hénoc Beauséjour, l'homme derrière le personnage, assure qu'il tient à rester «propre». Son acquittement en Cour du Québec, récemment, lui enlève le poids qu'il traînait depuis cinq ans et demi.

«Ça m'a fait beaucoup de mal», dit l'homme de 38 ans.

M. Beauséjour faisait face à différentes accusations en lien avec des armes qui ont été trouvées dans les studios où il travaille, rue Saint-Ambroise, à Montréal. La police a débarqué en pleine nuit pour perquisitionner l'endroit, en avril 2008. C'est un citoyen qui avait alerté la police, après avoir vu sur l'internet un rappeur «qui s'excitait avec des armes».

De fait, les policiers ont trouvé trois armes cachées dans des coffrets dans un des locaux. M. Beauséjour a été arrêté et accusé, avec trois autres de ses collègues. Depuis, les accusations ont été abandonnées contre deux d'entre eux, mais sont restées pour M. Beauséjour et Étienne Fleury, 30 ans, qui rappe lui-même sous le nom de «Atlas». Ces derniers avaient passé quelques jours en détention, avant d'être libérés sous cautionnement. Ils ont toujours respecté leurs conditions, a indiqué le procureur de la Couronne, Pascal Dostaler.



Étienne Fleury (Atlas) et Hénoc Beauséjour (Roi Heenok) lors de leur passage en cour l'année dernière.

Procès annulé

Après toutes ces années, le procès de M. Beauséjour et M. Fleury, représentés respectivement par les avocats Clemente Monterosso et Pierre Poupard, devait s'ouvrir la semaine prochaine, à Montréal. Mais il n'aura pas lieu.

Il y a huit jours, devant le juge Claude Parent, la Couronne a retiré les accusations contre M. Beauséjour, et ce dernier a été acquitté. M. Fleury, dont l'ADN a été retrouvé sur une des armes, a pour sa part plaidé coupable à une accusation de possession d'arme, et a été condamné à

une peine de 12 mois dans la collectivité.

Il a été établi qu'il y avait beaucoup de va-et-vient dans ces locaux, ce qui aurait compliqué d'autant plus la preuve de possession. D'autre part, les armes trouvées sur place n'étaient pas celles utilisées dans la vidéo, selon M^e Dostaler.

Des portraits

M. Beauséjour, qui fait du rap en français, admet qu'il en «beurre épais» dans ses vidéos. Ce qu'il aime, c'est «peindre des portraits avec le rap», dit-il. Dans la vraie vie, il assure qu'il ne lui est jamais rien arrivé de fâcheux, hormis cette perquisition en 2008.

«Je suis une personne propre. Je n'ai jamais eu une scratch. Je n'ai jamais eu un

«Je suis une personne propre. Je n'ai jamais eu une scratch. Je n'ai jamais eu un policier qui m'a fait chier dans ma vie.»

— Hénoc Beauséjour, alias Roi Heenok

policier qui m'a fait chier dans ma vie. Ils ont toujours été corrects avec moi», dit celui qui est père d'un adolescent, et qui sera père à nouveau dans quelques mois.

Roi Heenok connaît un certain succès dans son créneau, notamment sur le web, et en France. Un collectif français, Kourtjamé, avec à sa tête Romain Gravas (fils du cinéaste Costa Gravas) a d'ailleurs réalisé un petit film à son sujet, intitulé *Les mathématiques de Roi Heenok*. Selon M. Beauséjour, la personne qui a porté plainte en 2008 s'est basée sur ce film.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Silver Star
MONTRÉAL

GRANDE VENTE D'AUTOMNE

FAITES VITE! CETTE OFFRE PREND FIN VENDREDI 13 SEPTEMBRE, 21H!

DÉMOS 2013

294\$¹

DÉMO B250 2013	A.P.R.	1995\$ ACOMPTÉ
Base	2,9%	294\$

LOCATION 48 MOIS • TOTAL 32 659\$
6 500 KM, STOCK #30969

DÉMO ML350 4MATIC™ BLUETEC 2013

798\$¹

DÉMO ML350 4MATIC™ BLUETEC 2013	A.P.R.	4995\$ ACOMPTÉ
Base	5,9%	798\$

LOCATION 36 MOIS • TOTAL 63 759\$
6 500 KM, STOCK #39965

MODÈLES 2014

498\$²

C300 4MATIC™ BERLINE 2014	A.P.R.	1995\$ ACOMPTÉ
Avantgarde	2,9%	498\$

LOCATION 39 MOIS • TOTAL 44 510\$
6 500 KM, STOCK #40121

568\$²

GLK250 4MATIC™ BLUETEC 2014	A.P.R.	2995\$ ACOMPTÉ
Base	3,9%	568\$

LOCATION 36 MOIS • TOTAL 45 760\$
6 500 KM, STOCK #47118

¹Véhicules illustrés : B250 / ML350 4MATIC™ BlueTEC 2013. Exemple basé sur une location de 2945 / 798\$ par mois pendant 48 / 36 mois. Acompte ou échange équivalent de 1 995\$ / 4 995\$, FCLP de 1 295\$, frais d'acquisition de démo de 395\$ et taxes applicables exigées à l'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 32 659\$ / 63 759\$. Taux annuel de 2,9% / 5,9%. Obligation totale de 20 461,78\$ / 40 716,07\$. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20\$/km supplémentaire). ²Véhicules illustrés : C300 4MATIC™ Berline / GLK250 4MATIC™ BlueTEC 2013. Exemple basé sur une location de 498\$ / 568\$ par mois pendant 39 / 36 mois. Acompte ou échange équivalent de 1 995\$ / 2 995\$, dépôt de sécurité de 600\$ / 700\$ et taxes applicables exigées à l'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 44 510\$ / 45 760\$. Taux annuel de 2,9% / 3,9%. Obligation totale de 26 685,48\$ / 29 098,28\$. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20\$/km supplémentaire). Exemple basé sur un financement à l'achat de 60 mois avec taux annuel de 0,9% / 1,9% et PDSF de 44 510\$ / 45 760\$. Paiement mensuel de 659\$ / 739\$ (taxes en sus) avec acompte de 4 500\$. Coût d'emprunt de 1 023,75\$ / 2 382,34\$ et obligation totale de 44 439,41\$ / 48 575,06\$. Frais de permis de conduire, d'assurances et d'immatriculation en sus. Les offres peuvent être modifiées sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. L'offre se termine le 30 septembre 2013. Offert uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz, sur approbation du crédit, pendant une durée limitée.

Mercedes-Benz

UNE MERCEDES-BENZ DE SILVER STAR EST PLUS ABORDABLE QUE VOUS NE LE CROYEZ!

Silver Star
MONTRÉAL

7800, DÉCARIE • 514 359.3535
SILVERSTAR.CA

Concessionnaire
Mercedes-Benz #1
au Canada
(volume de ventes)

Gangstérisme Un ancien notaire condamné à la prison

L'ex-notaire Gilles St-Pierre a été condamné à trois ans et demi de prison hier pour avoir aidé une organisation criminelle à éviter au moins 4,5 millions de dollars de taxes qui auraient dû être versées aux deux gouvernements. St-Pierre, 72 ans, avait été arrêté en 2010 avec d'autres individus, dont Ronald Chicoine, dans le cadre de l'opération Dorade, menée par les membres de la Direction des enquêtes contre la criminalité financière organisée de la Sûreté du Québec. Avec cette opération, les policiers avaient mis au jour un ingénieux stratagème de fausse facturation dans lequel les Hells Angels auraient également été impliqués. Une partie des sommes éludées transitaient par le compte en fidéicommiss du notaire

PHOTO E.-P. FRÉCHETTE, LA PRESSE
L'ancien notaire Gilles St-Pierre.

St-Pierre. Ce dernier recevait un pourcentage de 0,5 % sur les transactions, pour des profits personnels qui auraient frisé les 100 000 \$ sur une période de 26 mois. St-Pierre a déjà été condamné pour fraude en 1979, alors qu'il était avocat. Il avait ensuite obtenu un pardon.

— Daniel Renaud

Savoir réussir

DEPUIS 1639

VISITEZ L'ÉCOLE DE VOTRE CHOIX !

Pour connaître les dates des portes ouvertes
annuairefeep.com

190 écoles sur un seul site !
Vous y trouverez toute l'information dont vous avez besoin.

Fédération des établissements d'enseignement privés

Savoir réussir

MAISON CORBEIL



ATTIRÉ PAR LA LUMIÈRE

LAMPES STUDIO ET HOLLYWOOD

295 \$/L'UN.

CE WEEK-END SEULEMENT,
QUANTITÉS LIMITÉES.*

** Cette promotion n'est pas valide au magasin entrepôt.
Certaines conditions s'appliquent, détails en magasin.*

MONTREAL 1215, boul. Crémazie o. – t. 514 382 1443 LAVAL 2323, autoroute des Laurentides – t. 450 682 3022 BROSSARD 8480, boul. Leduc, quartier DIX30^{MC}, espace 10 – t. 450 443 4143
MAGASIN ENTREPÔT 2750, avenue Francis-Hughes, Laval – t. 450 978 4847
HEURES D'OUVERTURE DU MAGASIN ENTREPÔT – merc. de 11 h à 18 h – jeudi et vend. de 11 h à 19 h – sam. et dim. de 10 h à 17 h

MONTRÉAL PLUS

QUATRE MOTS POUR COMPRENDRE

DAVID SANTERRE

Les évincés des lofts Moreau expulsés de leur campement

Malgré leur vive opposition, des manifestants contre l'embourgeoisement d'Hochelaga-Maisonneuve ont été évincés de leur campement hier matin. Il s'agit de résidants – ou de leurs sympathisants – des lofts d'artistes Moreau, dans la rue du même nom, qui ont été sommés par les autorités municipales de quitter l'immeuble jugé dangereux pour ses occupants en raison de sa vétusté. Aussi, certains n'avaient pas le droit d'y demeurer en vertu du zonage commercial du site. Quatre mots pour comprendre.

Éviction

Début juin, les résidents des lofts situés au 2019, rue Moreau ont reçu un avis de l'arrondissement sommant ceux qui ne détenaient pas de certificat d'occupation commerciale de quitter l'immeuble avant le 3 septembre. Puisque les lofts sont zonés commerciaux, il est interdit d'en occuper plus du tiers à des fins résidentielles, ce qui était pourtant le cas de plusieurs. Aussi, la vétusté du grand bâtiment, un ascenseur inopérant, des sorties de secours bloquées et des problèmes de fuite d'eau font que l'ancienne usine porte « atteinte à la santé ou à la sécurité des résidents ou du public », selon l'arrondissement.

Revendications

Une résistance s'est organisée et depuis le week-end dernier, un groupe de résidents et leurs sympathisants campaient sur le terrain adjacent aux lofts et qui appartient au même propriétaire, Vito Papasodaro. Les manifestants affirment qu'il a laissé dépérir les lofts depuis près de 10 ans et qu'il bénéficiera de l'éviction de leurs occupants. Ils accusent également l'administration municipale d'avoir laissé le propriétaire, un contributeur des deux principaux partis politiques municipaux, agir à sa guise. Ils réclament en outre la transformation des lofts en coopérative pour artistes et en logements sociaux, ainsi que la construction de nombreux logements sociaux dans Hochelaga-Maisonneuve.



PHOTOS PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Propriétaire

Vito Papasodaro possède plusieurs immeubles à Montréal. Le plus important étant l'ancienne usine Grover, rue Parthenais, qui était autrefois, comme les lofts Moreau, des résidences d'artistes à prix modiques. L'usine a été rénovée à grands frais et a conservé sa vocation résidentielle, moyennant une nette augmentation des loyers. Il possède aussi deux grands immeubles à logements dans Montréal-Nord, en bon état mais avec une piscine laissée à l'abandon dans laquelle pousse la végétation et s'accumulent les déchets. Il a aussi mis en vente une ancienne résidence pour personnes âgées désaffectée du boulevard Henri-Bourassa pour 2,8 millions alors qu'elle est évaluée à un peu moins de 2 millions.



Restructuration

Vito Papasodaro nie avoir laissé dépérir les lofts et voulu tirer avantage de l'éviction. Mais il admet qu'il souhaite voir partir certains locataires. « C'est à la Ville de faire appliquer ses règlements, je n'ai rien à voir là-dedans. Il y a des changements à venir. Je vais structurer la bâtisse, changer les fenêtres, réparer la brique, nettoyer les murs, et choisir un peu mieux les locataires. Il y en a qui sont spéciaux. Je veux une qualité de locataires. Ces gens ne pourront plus faire comme dans leurs habitudes et écrire sur les murs. Il va y avoir un gardien de sécurité. Au fur et à mesure ils vont partir », a-t-il affirmé à La Presse il y a quelques semaines.



À lire, la chronique de Nathalie Petrowski, *Maison des rêves divergents*, en page ARTS 2

Ancien couvent sur le mont Royal

Les opposants à la conversion en condos déboutés

HUGO PILON-LAROSE

L'Université de Montréal pourrait avoir obtenu hier le feu vert qui lui manquait pour remettre en vente l'ancien couvent des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, acquis en 2003 au coût de 16 millions. La Cour d'appel du Québec a rejeté la demande de trois requérants qui tentaient d'invalidier un jugement émis en mars 2012, dans lequel le juge statuait que la Ville de Montréal avait agi légalement en modifiant son plan d'urbanisme conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sans référendum. Ce changement de zonage avait alors permis à l'Université de Montréal de changer la vocation institutionnelle de l'édifice pour une vocation résidentielle, et de mettre l'immeuble en vente. « C'est un bon jugement et nous sommes très satisfaits. Maintenant que le dossier est clos, nous irons de l'avant avec un appel d'offres pour choisir une firme de courtage et vendre le bâtiment », a expliqué à La Presse Mathieu Fillion, porte-parole de l'Université de Montréal.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

La Cour d'appel a confirmé que l'Université de Montréal pouvait vendre l'ancien couvent des Soeurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie.

La bataille juridique n'est toutefois pas terminée. Le regroupement contre la vente du 1420, boulevard Mont-Royal a affirmé à La Presse que le jugement émis serait analysé pour voir s'il est possible de porter la cause jusqu'au plus haut tribunal du pays. « Pour l'instant, nous allons regarder comment poursuivre notre lutte, car il est certain que le juge a erré. Nous sommes prêts à monter jusqu'en Cour suprême si nécessaire », a promis le secrétaire du Rassemblement

pour la sauvegarde du 1420, boulevard Mont-Royal, le professeur au département de philosophie à l'Université de Montréal, Michel Seymour. Le 1420, boulevard Mont-Royal, Outremont, a été construit en 1924. En 2008, l'Université de Montréal a vendu l'édifice 28 millions au groupe Catania, qui prévoyait y construire 135 copropriétés de luxe. En décembre dernier, l'université a décidé d'écarter Catania, mentionnée devant la commission Charbonneau, et de remettre l'immeuble en vente.



LA CONFIANCE EN SOI s'inscrit dans nos plans de cours

Reconnue pour son enseignement de qualité, Villa Maria va beaucoup plus loin. C'est un environnement où l'initiative, l'engagement et l'accomplissement sont mis en valeur tous les jours. Visitez Villa Maria et découvrez des programmes novateurs conçus spécifiquement pour les filles de 12 à 16 ans. Découvrez une école où les capacités intellectuelles des filles, leurs valeurs sociales et culturelles, sont développées à leur plein potentiel. Surtout, découvrez une école entièrement dédiée à former des femmes de qualité, à leur donner la confiance nécessaire pour conquérir le monde.

PORTES OUVERTES – SECTEUR FRANÇAIS Samedi 21 septembre, de 13 h à 17 h PORTES OUVERTES – SECTEUR ANGLAIS Samedi 28 septembre, de 13 h à 17 h

VILLA MARIA Filles d'ici. Femmes du monde.



ALLEZ VOIR CE QUE NOS ÉLÈVES DISENT DE LEUR ÉCOLE www.villamaria.qc.ca

4245, boul. Décarie, Montréal • 514 484-4950

ÎLE AU FOIN

Feu vert au développement résidentiel

ÉRIC-PIERRE CHAMPAGNE

Le sort de l'île au Foin, à Carignan, en Montérégie, semble maintenant fixé. Le gouvernement du Québec et la Communauté métropolitaine de Montréal ont donné leur feu vert cette semaine au projet soumis par la MRC de la Vallée-du-Richelieu en vue d'un développement résidentiel sur l'île, qui abrite notamment un écosystème forestier exceptionnel. Une décision qui soulève la colère des citoyens et groupes écologistes.

Dans sa décision, le ministre des Affaires municipales,

des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) autorise une dérogation au schéma d'aménagement pour permettre la construction d'une voie d'accès en zone inondable. Cependant, le MAMROT invite aussi la MRC à «prendre les mesures nécessaires qui permettront l'insertion de ce projet de façon harmonieuse, tout en ayant comme priorité de protéger ce milieu écologique exceptionnel». La demande a aussi reçu l'aval de la Communauté métropolitaine de Montréal, dont fait partie Carignan.

Le dossier de l'île au Foin suscite la controverse depuis quelques années. Des citoyens et des groupes écologistes veulent y empêcher un développement résidentiel. La Ville de Carignan affirme de son côté vouloir trouver le meilleur compromis pour permettre au promoteur Mario Venafro de construire sur des terrains qui lui appartiennent depuis plusieurs années. L'île est constructible sur 25 % de sa superficie, le reste se trouve en zone inondable. Le promoteur souhaite y construire une dizaine de propriétés de luxe.

En 2012, l'ancien ministre des Affaires municipales,

Laurent Lessard, avait refusé un projet de dérogation soumis par la MRC. Une nouvelle mouture a été adoptée par les élus en juin dernier, prévoyant des modifications pour la construction en zone inondable d'une voie d'accès de 116 mètres de long pour prolonger une rue jusqu'à l'île au Foin.

Entente tacite

La MRC de la Vallée-du-Richelieu et la Ville de Carignan semblaient persuadées que cette fois-ci serait la bonne. Au moment de faire adopter son projet, le préfet de la MRC, Gilles Plante,

avait annoncé qu'une entente tacite était intervenue avec le ministère de l'Environnement au sujet des modifications proposées de concert avec le promoteur.

Pour Tommy Montpetit, porte-parole des Partenaires du parc écologique de l'archipel de Montréal, la question de l'île au Foin illustre bien la problématique de la protection des milieux naturels dans le sud du Québec. «On traite les dossiers à la pièce sans vue d'ensemble», dit-il. Le projet doit maintenant recevoir le feu vert du ministère de l'Environnement.



L'Union des producteurs agricoles

PORTES OUVERTES

SUR LES

FERMES DU QUÉBEC



LE DIMANCHE 8 SEPTEMBRE

AU PARC JEAN-DRAPEAU
ET SUR PLUS DE
100 FERMES AU QUÉBEC

ACTIVITÉ GRATUITE
DE 10H À 16H
BEAU TEMPS, MAUVAIS TEMPS

Marie-Eve Janvier
PORTE-PAROLE
ANIMATRICE ET CHANTEUSE
* * * *

PORTESOUVERTES.UPA.QC.CA

LANAUDIÈRE					
AUX JARDINS DE LA BERGÈRE Maraîcher biologique 1898, chemin Beauparlant Saint-Damien	LA COURGERIE Maraîcher 2321, Grand rang Saint-Pierre Sainte-Élisabeth	LES RUCHERS DU TROUBADOUR Apicole (miel) 2138, rue Blue Pine Rawdon	FERME L'OIE D'OR Oies • Canards Pintades • Cailles 1851, rang Saint-Louis Saint-Gabriel-de-Brandon	LA COMTOISERIE Bergerie laitière 3371, rue Principale Notre-Dame-de-Longue	QUI SÈME RÉCOLTE Pommes • Grandes cultures Acéricole (sirop) 291, rang Saint-Guillaume Saint-Jean-de-Matha
BERGERIE DES NEIGES Agneaux et moutons 1401, rang 5 Saint-Ambroise-de-Kildare	LA SEIGNEURIE DES PATRIOTES Daims 573, montée Sainte-Marie L'Assomption	MIEL DE CHEZ-NOUS Apicole (miel) 1391, rang du Pied-de-la-Montagne Sainte-Mélanie	COCHON CENT FAÇONS Porcs 2555, rang Saint-Jacques Saint-Jacques	FERME AGNEAUX DES CHAMPS Agneaux et moutons Grandes cultures 201, rang du Bas-de-l'Achigan L'Épiphanie	VIGNOBLE MONDOR Vignoble 137, rang Saint-Henri Lanoraie
DOMAINE DES TROIS GOURMANDS Agrotourisme • Cailles Pintades • Lapins • Bœufs Highland Acéricole (sirop) 293, Petite Ligne Saint-Alexis	LA TERRE DES BISONS Bisons • Wapitis 6855, chemin Parkinson Rawdon	PÉPINIÈRE VILLENEUVE Horticole • Acéricole (sirop) 951, rang de la Presqu'île L'Assomption	FERME SARRAZIN Porcs • Framboises 132, rang Sainte-Catherine Saint-Jean-de-Matha	FERME JOSEPH THIFAUT Petits fruits 221, rang du Bas-de-l'Achigan L'Épiphanie	VIGNOBLE ST-GABRIEL Vignoble 2190, rang Saint-David Saint-Gabriel-de-Brandon
FERME GUY RIVEST Maraîcher • Fraises et framboises 1305, chemin Laliberté Rawdon	LES HUILES ESSENTIELLES DEL-FINO Plantes aromatiques 863, rang de la Presqu'île L'Assomption	VIGNOBLE LE MERNOIS Vignoble 1101, rang Sud Saint-Thomas	FERME ANDRÉ CORMIER Maraîcher 160, rang L'Achigan L'Assomption	LES MUSEAUX D'ÉCOSSE Bœufs Highland • Daims 1579, route 335 Saint-Lin – Laurentides	FERME CLAUDE THOUIN Bovins • Volaille 3380, rang Sainte-Anne Saint-Norbert
OUTAOUAIS – LAURENTIDES					
FERME COURGES ET COMPAGNIE Courges 59, chemin Myre, Gatineau	FERME AUX SAVEURS DES MONTS Volaille 883, chemin du 6 ^e Rang Val-des-Monts	LA MAISON LAVANDE Lavande 902, chemin Fresnière Saint-Eustache	ALPAGAS CAJOLINE Alpagas 237, rang Saint-Guillaume Sainte-Marthe	VERGER CHAMPÊTRE Pommes • Poires • Citrouilles Courges • Sapinière Ferme pédagogique 2300, rue Cowie, Granby	LA RABOUILLÈRE Productions animales diversifiées Ferme Découverte Table Champêtre 1073, rang de l'Égypte Saint-Valérien-de-Milton
FERME RALPH LANG Grandes cultures 45, Hanna Road Shawville	FERME TERANPI Lait 55, rang 6 Kiamika	JUDE-POMME Pommes • Poires • Prunes 223, rang Sainte-Sophie Oka	ÉCURIE L'ESCAPADE Chevaux • Poneys Cultures fourragères 5000, chemin de Saint-Barnabé Saint-Hyacinthe	AU COQ DU VILLAGE Canards de Barbarie Oies de grain 724, rang Double, Saint-Pie	VIGNOBLE CÔTE DE VAUDREUIL Vigne 2692, route Harwood Vaudreuil-Dorion
FERME LAVENDER RIDGE Vinicole • Maraîcher 1983, route 148, Pontiac	LA FERME AUX PETITS OIGNONS Maraîcher biologique 515, chemin de Brébeuf (route 323) Mont-Tremblant	FERME L&G MÉTAYER Petits fruits 244, 1 ^{re} Avenue Sainte-Anne-des-Plaines	FERME ÉQUINOXE Bleuets • Table Champêtre Fauconnerie • Grandes cultures 606, rang Bas-Petit-Saint-François Saint-Pie	ÉRABLIÈRE L'AUTRE VERSAN Acéricole (sirop) 350, 4 ^e Rang Sainte-Hélène-de-Bagot	
ALPAGA ILLIMITÉ Alpagas 1066, chemin du 6 ^e Rang Val-des-Monts	INTERMIEL Apicole (miel) • Acéricole (sirop) 10291, rang de La Fresnière Mirabel		FERME JORICA ET FILS Lait • Grandes cultures 825, chemin Saint-Thomas Rigaud	FERME GUYON Horticole • Papillonnerie Ferme pédagogique 1001, rue Patrick-Farrar Chambly	
FERME BRYLEE Bovins 524, route 317 Thurso	AUX CASSIS D'ARGENTEUIL Petits fruits • Cassis (alcool de cassis et sous-produits) 210, route des Seigneurs Saint-André-d'Argenteuil		AILLEURS AU QUÉBEC Pour obtenir la liste complète des fermes participantes à travers tout le Québec ou pour connaître les fermes participantes de votre région, consultez le site PORTESOUVERTES.UPA.QC.CA		
LES JARDINS AU PARFUM DE LAVANDE Lavande 1231, chemin du 6 ^e Rang Val-des-Monts	ALPAGUE DU NORD Alpagas 324, route du Canton Brownsburg-Chatham				
Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec Avec la participation de : • La Financière agricole     					

ACTUALITÉS

L'autobus scolaire



STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Mardi matin, je reçois une photo par message texte. Ça vient de ma belle-soeur Isabelle. On y voit son plus vieux, Eliot, 5 ans, monter dans l'autobus scolaire, le sac à dos rouge plus gros que lui sur les épaules, le pas alerte, il croise la conductrice et se dirige vers sa place. La photo est prise du trottoir. On sent que les portes vont bientôt se refermer. C'est la dernière image de son gars avant qu'elle ne le perde de vue. Isabelle a voulu figer le moment. Elle a pris son téléphone et clic! L'autobus est parti. Il lui restait au moins la photo. Elle l'a tout de suite regardée, le coeur serré. Et puis elle l'a envoyée à tous ceux en mesure de partager son émotion: son mari, ses parents, la marraine et le parrain que je suis.

Il n'y a pas de mot avec le message, juste la photo, mais si ma belle-soeur avait pu mettre en pièce jointe des larmes, il y en aurait sûrement.

Le temps est comme les autobus, il part trop vite.

Eliot est un grand, maintenant.

Prendre l'autobus scolaire, c'est le début de l'indépendance. Le début du futur. Avant cette étape, l'enfant a toujours besoin de ses parents pour se rendre quelque part. Il a beau aller à la garderie, il ne le fait pas seul, c'est le parent qui le mène. Le chemin étant plus important que la destination, l'enfant

Surtout quand elle est avec les autres. Ce ne sont plus les parents qui s'absentent, c'est l'enfant. C'est lui qui part. C'est la mère qui reste sur le trottoir.

Dans cet autobus, Eliot ne prend pas seulement une place pour s'asseoir. Il prend une place dans le monde. Il prend sa place. Dans la voiture de papa ou de maman, l'enfant a la place du roi. Il est couvé, bichonné, attaché, protégé. Dans l'autobus scolaire, l'enfant a la place qu'il parviendra à trouver. À gagner. Il devra jouer du coude, se faire accepter, se faire respecter.

C'est dans l'autobus scolaire que débute la vie en société.

Ils nourriront l'espoir de s'en sortir un jour. Peut-être, ils y parviendront. Peut-être, ils resteront pris à jamais dans le banc du délaissé.

C'est aussi dans le gros autobus jaune que d'autres enfants se feront de beaux souvenirs: les rires, les chansons, les amis, les premiers baisers échangés sans trop savoir si on aime ça ou pas. Eliot est de ceux-là. De ceux qui règnent dans l'autobus. Qui se font adopter par les grands. Qui aiment quand la vie roule et les emporte. Si Eliot pouvait, il coucherait à l'arrêt d'autobus. Tellement, il aime ça, sa nouvelle vie de grand.

Tant mieux pour Isabelle. Son premier était prêt à fran-

leurs bouts de chou, cette semaine. Des milliers de parents qui ont essayé de mettre le film sur pause.

Tous ceux dont les enfants ont franchi des étapes scolaires: la première fois dans le bus, l'arrivée au primaire, l'arrivée au secondaire, au cégep, à l'université. Ça donne un coup. Toujours le même coup. Le coup de vieux. Le coup annonçant la fin. La fin d'un temps qui ne reviendra pas. Dans la marche en avant de l'enfant, il y a toujours pour le parent, un bouleversant sentiment d'éloignement. Il faut apprendre à aimer à distance. C'est tellement plus facile d'aimer en présence.

Je regarde la photo d'Eliot. Je viens pour répondre à Isabelle. Quoi lui texter? *Cute*? Un bonhomme sourire? Oh le grand garçon! Ce n'est pas à la hauteur du moment. Si elle avait écrit quelque chose avec la photo, je saurais quel ton prendre. Mais là, je sens bien que si elle n'a rien dit, c'est parce que la photo vaut mille mots. Et que son sentiment est trop gros. Alors pour lui répondre, ça prend plus qu'un texto. Ça prend une chronique. La voici.

Bravo, Eliot! Que l'autobus te mène loin.

Pour joindre notre chroniqueur: **stephane@stephanelaporte.com**

Prendre l'autobus scolaire, c'est lâcher la main de sa mère, c'est embarquer dans le convoi de la vie, où chaque personne est seule, même quand elle est avec les autres.

est donc accompagné durant l'essentiel. C'est juste que rendu à la garderie, papa ou maman s'absente un peu. Mais prendre l'autobus scolaire, c'est lâcher la main de sa mère, c'est embarquer dans le convoi de la vie, où chaque personne est seule, même quand elle est avec les autres.

C'est là que certains enfants réalisent que la route sera longue. Ils devront apprendre à endurer les blagues plates et les tours pendables. Ils devront apprendre à accepter le rejet, quand personne ne voudra s'asseoir à côté d'eux. Chaque transport sera une douleur.

chir cette étape importante. Il l'était même plus qu'elle. Comprendre que sa progéniture peut se débrouiller sans nous, c'est pas évident. Ça se fait petit à petit. Il y a juste des jours où c'est plus frappant que d'autres.

Il y a des milliers de parents qui ont pris des photos de



Facile, agréable et enrichissant!

Isabelle et Stéphane de Blainville ont économisé 16 000 \$

Vendre sa propriété sans commission, c'est plus simple que jamais grâce à DuProprio!

Nos services comprennent:

- Une visibilité exceptionnelle : un gage de succès!
- Le support d'une équipe professionnelle 7 jours sur 7
- Un service qui a fait ses preuves : 130 000 propriétés vendues à travers le Canada
- Aucune commission à payer: des milliers de dollars de plus dans vos poches!

Des questions?
1 866 387-7677
DuProprio.com



99% de nos clients nous recommandent
Sondage par CAA-Québec

Comparativement à une commission moyenne de 5% sur le prix de vente, arrondi au millier inférieur.

duProprio
La façon de faire en immobilier.



duproprio.com/acheter/mobile



Michel Paré

Un fraudeur en série plaide coupable

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Un artiste de l'arnaque financière a volé des dizaines de milliers de dollars à des entreprises en se faisant embaucher comme comptable agréé, avant de se servir dans les comptes bancaires de ses nombreux employeurs.

Selon la police, Michel Paré a fait plus de 35 victimes au cours de sa carrière de fraudeur et pourrait en avoir fait plusieurs autres ces dernières années. Il n'est pas réellement un comptable agréé et a inventé de multiples expériences de travail pour garnir son curriculum vitae.

Son modus operandi était simple: il ciblait des entreprises durement touchées par la pénurie de comptables qui sévit au Québec. Par la suite, il épuisait rapidement son allocation de dépenses et payait de fausses factures à même les fonds de l'entreprise.

Plaidoyer de culpabilité

Hier, M. Paré a plaidé coupable à des accusations de fraude de plus de 5000\$ et de fabrication de faux documents. Selon la police, il a subtilisé 167 000\$ à Développement B & L et aux Habitations Antoine-Labelle, des entreprises liées.

Il était « à l'emploi des deux victimes », a confirmé le procureur de la Couronne Matthew Ferguson lors de l'audience, devant le juge Lavergne.

L'avocat a consenti à la mise en liberté du criminel, en échange d'engagements et de dépôts totalisant 30 000\$. Le père de Michel Paré était présent à l'audience. Les yeux pleins d'eau, il a confirmé qu'il acceptait de se porter financièrement garant du bon comportement de son fils. Il devrait connaître sa peine dans les prochains mois.

Au cours de l'audience, M^e Ferguson et l'avocat de Michel Paré ont indiqué que trois autres dossiers judiciaires étaient ouverts dans la grande région de Montréal et que deux plaintes étaient encore en cours d'étude par la police. Ses antécédents criminels en matière de fraude remontent à 1994, selon le SPVM.

Harper a pris la plume pour vendre Keystone à Obama

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Impatient de voir les autorités américaines donner le feu vert au projet de construction de l'oléoduc Keystone, le premier ministre Stephen Harper a récemment offert au président Barack Obama d'adopter un plan conjoint de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et du gaz naturel.

M. Harper a fait cette proposition dans une lettre qu'il a envoyée au président américain en août, a rapporté hier le réseau anglais CBC, citant des sources anonymes.

Selon le réseau anglais, M. Harper serait prêt à imposer à l'industrie pétrolière au Canada les normes en matière

lobbying de plusieurs ministres du gouvernement Harper et des dirigeants de TransCanada Corp.

Il a été impossible hier de confirmer l'existence de cette lettre par le bureau du premier ministre ni par celui du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver. Selon le groupe Energy Wire, la Maison-Blanche a été incapable de confirmer la réception de la lettre de M. Harper.

«Aucune crédibilité»

Mais cela n'a pas empêché plusieurs groupes écologistes de réagir des deux côtés de la frontière. À l'unisson, ils ont soutenu que le gouvernement Harper n'a «aucune crédibilité» en matière de lutte contre les changements climatiques.

« Après sept années d'inaction et de nombreuses promesses brisées, M. Harper voudrait qu'on lui donne le bénéfice du doute en appuyant le projet Keystone XL, c'est pathétique. »

— Steven Guilbeault, directeur principal, Équiterre

de lutte contre les changements climatiques que souhaiteraient fixer les États-Unis, dans l'espoir d'obtenir l'approbation du projet de pipeline proposé par la société TransCanada Corp.

L'administration Obama tarde à approuver ce projet, évalué à 7 milliards de dollars, qui permettrait d'acheminer chaque semaine des millions de barils de pétrole issus des sables bitumineux de l'Alberta jusqu'aux raffineries de l'État du Texas.

Au cours des derniers mois, le président américain a clairement fait savoir qu'il autorisera ce projet - auquel s'opposent farouchement les groupes écologistes du Canada et des États-Unis - à condition qu'il ne contribue pas à augmenter les émissions de gaz à effet de serre. Il a aussi mis en doute les retombées économiques potentielles d'un tel projet, malgré l'intense campagne de

Le groupe Équiterre a affirmé que le Canada va vraisemblablement rater la cible qu'il s'était fixée à Copenhague en 2009, en grande partie à cause de l'augmentation des émissions de GES des sables bitumineux. Il a souligné que l'objectif des projets de pipelines comme celui de Keystone XL vise à doubler, voire tripler la production de pétrole issu des sables bitumineux.

«Depuis 2006, les conservateurs de Stephen Harper nous promettent un plan d'action pour lutter contre les changements climatiques, notamment dans le secteur du pétrole. Or, après sept années d'inaction et de nombreuses promesses brisées, M. Harper voudrait qu'on lui donne le bénéfice du doute en appuyant le projet Keystone XL, c'est pathétique», a déclaré Steven Guilbeault, directeur principal chez Équiterre.

— Avec Charles Côté

«ICI» RADIO-CANADA

Un changement de nom plus coûteux qu'annoncé

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Les frais encourus par Radio-Canada pour incorporer le nom «ICI» à son image de marque sont presque deux fois plus élevés que ce que ses dirigeants avaient indiqué au départ.

Depuis l'annonce du projet controversé en juin, les porte-parole de la société d'État ont maintenu que les coûts associés au changement d'identité se sont limités à des frais de consultation externe de 400 000 \$ auprès de deux firmes, et que 95 % du travail avait été accompli à l'interne.

Or, des documents obtenus par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information démontrent que plusieurs autres dépenses sont venues se greffer aux sommes initiales, et que Radio-Canada a eu recours aux services d'une demi-douzaine de firmes externes en marge de l'initiative.

Ainsi, le total des factures, contrats et bilans des coûts obtenus atteint près de 700 000\$.

La somme pourrait même continuer à augmenter : le diffuseur public a intenté un recours judiciaire en mars pour empêcher une autre chaîne de télévision d'utiliser le nom « ICI ». Le dossier est toujours actif.

Lors d'un entretien téléphonique hier, Marc Pichette, porte-parole de Radio-Canada, a maintenu la position de son employeur quant à la somme divulguée au mois de juin.

« La question depuis le départ, et on ne ment pas là-dessus, c'est que le développement de l'architecture et de la nouvelle identité visuelle, ça a bel et bien coûté 400 000 \$ », a-t-il déclaré.

« Les autres dépenses qui apparaissent ou qu'on pourrait voir dans d'autres documents, c'est lié à ce qu'on appelle des outils de promotion, qui font partie intégrante de nos actions

de communication normales et qui auraient de toute façon été investies pour faire la promotion de Radio-Canada», a ajouté M. Pichette.

Marche arrière

L'annonce du changement de désignation pour les différentes plateformes de Radio-Canada avait soulevé une vive controverse et fait des vagues jusqu'à Ottawa. Cinq jours plus tard, le PDG Hubert Lacroix annonçait qu'il faisait marche arrière par rapport à certaines portions de l'annonce initiale et que la télé, la première chaîne de la radio et internet seraient appelées ICI Radio-Canada (Télévision, Première et Internet), plutôt que juste ICI. Quant aux coûts de l'initiative, « le montant de 400 000\$ consenti à deux firmes externes qui ont travaillé à ce projet est une somme que nous considérons raisonnable », pouvait-on lire à l'époque dans un communiqué intitulé « Radio-Canada donne l'heure juste ».

— Avec William Leclerc

340 000 \$

Coût des consultations externes menées par Radio-Canada auprès de deux firmes montréalaises spécialisées dans l'image de marque et le marketing visuel.

35 000 \$

Honoraires payés jusqu'ici à une firme d'avocats, dans le cadre du recours intenté contre Sam Norouzi, de la maison de production Mi-Cam, qui veut créer une nouvelle chaîne de télévision ethnique appelée « ICI ».

Ce week-end, nous avons une **NATUR** pour vous!

**Recevez
jusqu'à
20 000\$
à la livraison de
votre maison***

NATUR-T

NATUR-A

NATUR-E ÉDITION SPÉCIALE

NATUR-O

Grande vente portes ouvertes 7 et 8 septembre

BONNEVILLE 50^{ans}

RBO : 1506-5329-04

601, rue de l'Industrie, Beloeil (sortie 109 de l'autoroute 20, côté nord) • 450 464-1001 • maisonsbonneville.com

*** Voir détails et conditions sur place.**

MONDE

RÉFUGIÉS SYRIENS

Le Canada accusé d'inaction

PHILIPPE MERCURE

Le gouvernement canadien fait « très, très peu » pour accueillir les réfugiés syriens victimes de la guerre qui fait rage dans le pays.

C'est en tout cas ce que croit le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), qui affirme que la réaction canadienne « ne répond pas à la réalité » syrienne.

« Il y a une grosse frustration par rapport à l'annonce du Canada, qui laisse croire qu'il ouvre sa porte aux réfugiés, alors qu'il s'agit d'une annonce plus ou moins vide », a dit à *La Presse* Janet Dench, directrice générale du CCR, qui regroupe plusieurs organismes de défense des droits des réfugiés.

Citoyenneté et Immigration Canada a annoncé en juillet que le Canada pourrait recevoir jusqu'à 1300 réfugiés syriens d'ici l'an prochain. Ottawa ne s'engage cependant à prendre en charge que 200 de ces réfugiés. Les 1100 autres devront être parrainés par des organismes ou des groupes de citoyens, qui devront s'engager à les soutenir financièrement. Selon le CCR, ces coûts de prise en charge s'élèvent à entre 8 et 12 millions au total.

« Ce que fait Ottawa, c'est prendre un engagement au nom d'autres groupes sans même les aviser ou les consulter. Ces groupes aimeraient bien répondre à l'appel, mais ils se heurtent à plusieurs obstacles, dont des délais de traitement très longs », dénonce M^{me} Dench.

Selon le site web du gouvernement canadien, les délais de traitement pour des demandes de parrainage de réfugiés sont actuellement de 20 mois à



PHOTO UMIT BEKTAS, REUTERS

Chaque jour, des milliers de Syriens traversent la frontière pour trouver refuge dans un autre pays.

Beyrouth (Liban), de 21 mois à Amman (Jordanie), de 24 mois à Ankara (Turquie) et de 40 mois au Caire (Égypte).

« Le gouvernement canadien a mis un grand X sur la question des réfugiés syriens », dénonce

collectif auprès de la communauté syrienne, mais affirme ne pas pouvoir faire plus.

« La compétence auprès des réfugiés vient du fédéral », dit Jean-François Lemieux, attaché de presse de la ministre de l'Im-

migration et des Communautés culturelles, Diane De Courcy.

À la suite du séisme en Haïti, Québec avait facilité la réunion des familles qui avaient des membres dans la province et en Haïti.

Ottawa fait valoir que ses programmes répondent aux besoins dans la mesure où l'exode de réfugiés syriens vers

des pays comme le Canada n'est pas encore envisagé.

« Il est important de savoir que les Nations unies ne demandent pas en ce moment que plus de pays accueillent des réfugiés, précise Kevin

« Le gouvernement canadien a mis un grand X sur la question des réfugiés syriens. »
— Faisal Alazem, porte-parole du Conseil canado-syrien

Faisal Alazem, porte-parole du Conseil canado-syrien, qui affirme qu'Ottawa avait été beaucoup plus proactif lors de tragédies comme le génocide au Rwanda, la guerre au Kosovo ou le tsunami en Asie.

Québec, qui possède certains pouvoirs en immigration, dit avoir fait connaître son programme de parrainage

migration et des Communautés culturelles, Diane De Courcy.

À la suite du séisme en Haïti, Québec avait facilité la réunion des familles qui avaient des membres dans la province et en Haïti.

Ottawa fait valoir que ses programmes répondent aux besoins dans la mesure où l'exode de réfugiés syriens vers

Menard, porte-parole au cabinet du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Chris Alexander. Le Haut Commissariat pour les réfugiés n'a pas commencé le processus à grande échelle pour la réinstallation des populations déplacées. Les priorités demeurent la satisfaction des besoins de base, le maintien

de l'ouverture des frontières, et trouver une solution politique à la crise, plutôt que la réinstallation. »

Aux dernières nouvelles, sur les 200 réfugiés que le gouvernement fédéral a promis de prendre lui-même en charge, seulement neuf avaient été réinstallés au Canada. Ottawa affirme que ce chiffre n'est pas à jour, mais n'a pas été en mesure hier d'en fournir un plus récent.

Augmentation des demandes

Dans tous les cas, ces neuf réfugiés syriens ne sont pas les seuls à être arrivés au Canada cette année.

Ottawa affirme qu'en comptant aussi les parrainages privés, « des dizaines » de réfugiés syriens ont été réinstallés au Canada cette année, et « des dizaines d'autres » l'ont été depuis le début du conflit.

À cela s'ajoutent les réfugiés syriens qui se rendent directement au Canada pour faire une demande d'asile et qui sont de plus en plus nombreux. Au cours des six premiers mois de 2013, 143 demandes ont été acceptées, contre 157 pour toute l'année 2012. En 2009, en comparaison, seulement 13 demandes avaient été acceptées. Tant le nombre de demandes que le pourcentage de demandes acceptées sont en augmentation depuis 2011, qui marque le début de la guerre civile en Syrie.

Le CCR dénonce par ailleurs le fait que le gouvernement canadien n'a pas imposé de moratoire sur le renvoi de Syriens vers leur pays d'origine et qu'il autorise au comptegouttes les demandes de visa d'étudiant et de visiteur, de peur que les gens restent au Canada.



PHOTO KIRILL KUDRYAVTSEV, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les présidents russe et américain, Vladimir Poutine et Barack Obama, se sont entretenus en tête à tête hier. Aucune entente concernant la question syrienne n'est toutefois née de cette rencontre.

Le G20 divisé en deux camps

Onze pays demandent une réponse « forte » contre Damas

FABIEN ZAMORA
AGENCE FRANCE-PRESSE

SAINT-PÉTERSBOURG — Barack Obama et Vladimir Poutine ont finalement parlé en tête à tête de la crise en Syrie hier, à Saint-Petersbourg, mais ont campé sur les antagonismes qui provoquent une tension diplomatique croissante.

Le G20 sort scindé en deux camps de ces deux jours de sommet, où la guerre civile syrienne a complètement dominé les habituels sujets économiques.

Onze pays menés par les États-Unis, incluant le Canada, ont réclamé dans un communiqué commun une « réponse internationale forte » contre Damas, qui est « clairement » responsable de l'utilisation d'armes chimiques contre sa population. L'Allemagne est le seul pays européen membre du G20 à ne pas avoir signé cet appel.

Barack Obama, qui dit que le monde « ne peut pas rester les bras ballants », était venu sur les terres natales de Vladimir Poutine, principal soutien de Damas, pour rallier le maximum d'appuis à son projet d'attaque. Cette option militaire n'est pas clairement évoquée dans l'appel, mais les signataires jugent quand même que « le monde ne peut pas attendre indéfiniment ».

Les pays non signataires se retrouvent de facto ralliés à la Russie, le principal verrou qui bloque le Conseil de sécurité à l'ONU, et qui n'est

officiellement pas convaincu de la culpabilité de Damas.

Rencontre « constructive »

Barack Obama et Vladimir Poutine se sont vus en tête à tête au lendemain du dîner officiel du G20 qui avait dressé le constat du blocage.

La conversation, de près d'une demi-heure, a été « constructive », ont déclaré les deux hommes lors de conférences de presse distinctes.

« J'ai dit: "Écoutez, je ne m'attends pas à ce que nous nous mettions d'accord sur la question des armes chimiques" », a rapporté M. Obama.

Discours à la nation

Les prochains jalons prévisibles de cette crise sont attendus mardi, alors que M. Obama fera un discours à la nation qui tentera de convaincre les élus de l'autoriser à frapper Damas. Un défi « difficile », reconnaît le président américain.



PORTES OUVERTES
LE SAMEDI 21 SEPTEMBRE DE 9H À 16H

COLLÈGE NOTRE-DAME FORMER L'ESPRIT, LE CŒUR ET LE CORPS
ÉCOLE SECONDAIRE PRIVÉE POUR LES FILLES ET LES GARÇONS DE 1^{re} À 5^e SECONDAIRE

LE COLLÈGE NOTRE-DAME C'EST :

- > Une formation intellectuelle de très haut niveau
- > Un programme d'éducation physique unique au Québec
- > Des activités parascolaires à profusion

ADMISSION POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2014-2015

Pour les candidats de 1^{re} secondaire

Samedi 5 octobre > 8 h 30
Samedi 5 octobre > 14 h 00
Dimanche 6 octobre > 8 h 30

Veuillez noter que l'étude des dossiers d'admission pour les candidats de 2^e à 4^e secondaire se fera à compter de janvier 2014.

L'inscription à l'une des séances d'examens se fait en ligne seulement au www.collegenotre-dame.qc.ca

Pour information, composez le **514.739.1739**



ANCIENS ET ANCIENNES!
Le CND désire garder contact avec vous.
Écrivez-nous à : info@collegenotre-dame.qc.ca

Résultats des tirages du : 2013-09-06

Québec MAX 01 05 15 19 26 31 38 COMPL. (C) 11

SÉLECTIONS GAGNANTES DES LOTS ADDITIONNELS
7 X 1 MILLION \$ (PARTAGEABLE)

07 17 21 22 33 36 48	01 09 13 27 30 36 47
12 31 36 41 42 44 48	02 14 25 26 31 39 49
01 02 06 20 30 33 48	08 15 17 35 36 42 48
28 30 32 36 41 46 47	

(SÉLECTIONS NON DÉCOMPOSABLES)

Lotto MAX 01 07 23 36 37 39 41 COMPL. (C) 33

Le Mini 859322

Le Mini Lots Bonis 401A284 (non décomposable)

1 Ford Fusion Hybride*

* chaque voiture est échangeable contre un chèque de 40 000 \$.

10 lots de 1 000 \$ (non décomposables)

326A886	371A069	472A745	550A919	885A137
358A641	424A559	482A208	686A870	999A232

GALA COUNTRY

Faites vite!
Tirage le 15 septembre.

banco 04 07 12 19 29 35 36 43 44 45 46 47 48 50 52 53 54 61 65 66

Extra 6459709

Tous les résultats chez votre détaillant ou à lotoquebec.com

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AFP

Brésil Obama répondra à Rousseff

Barack Obama, pressé par le Brésil de s'expliquer sur des accusations d'espionnage américain visant la présidente Dilma Rousseff, s'est engagé à lui répondre d'ici à mercredi. Obama « a dit qu'il assumerait la responsabilité directe et personnelle de l'enquête sur ces accusations d'espionnage », a annoncé M^{me} Rousseff. Celles-ci proviennent de documents de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) détenus par Edward Snowden.

- AFP



PHOTO AFP

Australie L'opposition proche du pouvoir

Le premier ministre australien sortant Kevin Rudd refusait hier de baisser les bras, à la veille des élections générales qui devraient être remportées par l'opposition conservatrice, selon un sondage publié hier dans le *Sydney Daily Telegraph*. Le Parti travailliste (Labor) de Rudd est crédité de 47 % des voix, contre 53 % à une coalition dominée par le Parti libéral, dirigé par Tony Abbott. L'opposition pourrait remporter 90 sièges sur les 150 de la chambre basse du Parlement.

- AFP



PHOTO AP

Espagne « Un virage inhumain »

Sous le choc, coincé dans sa cabine, le conducteur du train qui a déraillé en juillet en Espagne, faisant 79 morts, s'alarme pour la vie des voyageurs et parle d'un « virage inhumain » qu'il a abordé trop vite, selon un enregistrement diffusé dans la presse espagnole. « Mon Dieu, pauvres voyageurs. Faites qu'il n'y ait pas de morts », se désole Francisco José Garzon, dans l'enregistrement d'un appel à un centre de contrôle à Madrid. Garzon a été inculpé de 79 homicides par imprudence.

- AFP



PHOTO AFP

Allemagne Mort d'un garde du corps d'Hitler

Un ancien garde du corps d'Adolf Hitler, considéré comme le seul témoin encore vivant des derniers jours du dictateur nazi, s'est éteint jeudi à Berlin à l'âge de 96 ans. Originaire de Silésie, et peintre en bâtiment de formation, Rochus Misch avait rejoint les SS à 20 ans. Il a côtoyé le Führer quasi quotidiennement à compter de 1940 et a été l'un des derniers à quitter son bunker, le 2 mai 1945. Il était aussi l'un des seuls à avoir vu la dépouille d'Hitler après son suicide.

- AFP

MASSACRE DE SREBRENICA

Les Pays-Bas responsables de trois morts

AGENCE FRANCE-PRESSE

LA HAYE — L'État néerlandais est responsable de la mort de trois musulmans lors du massacre de Srebrenica, en Bosnie, en juillet 1995, a tranché hier la Cour de cassation des Pays-Bas, selon laquelle l'idée de ne pas pouvoir juger les agissements de ses forces armées est « inacceptable ».

Les trois victimes avaient été tuées par les forces serbes de Bosnie après avoir été chassées par les Casques bleus néerlandais de la base où ces derniers s'étaient réfugiés avec 5000 autres musulmans, principalement des femmes. Les Casques bleus néerlandais étaient chargés de la protection de l'enclave de Srebrenica.

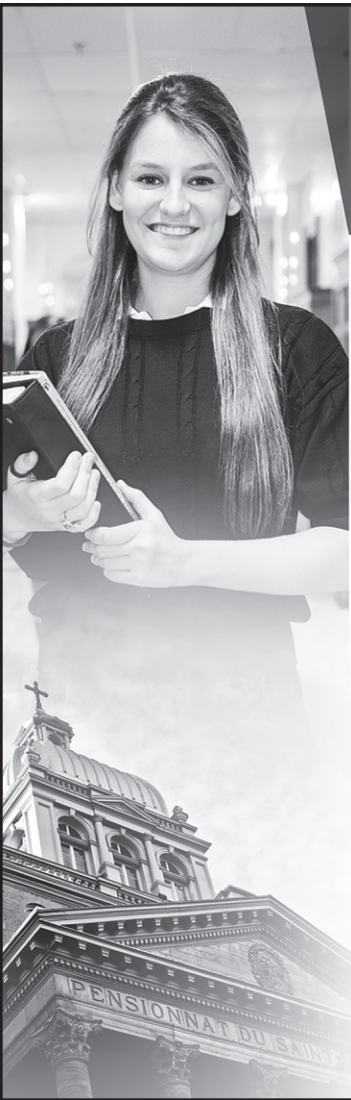
La Haye s'était pourvue en cassation après que la Cour d'appel de La Haye eut estimé, le 5 juillet 2011, que les soldats

du bataillon néerlandais n'auraient pas dû chasser de la base ces trois personnes.

Le juge Floris Bakels a souligné que laver La Haye de toute responsabilité signifierait que « la justice n'aurait quasiment plus de possibilité de juger les interventions armées » de son pays à l'étranger. « C'est inacceptable! », a-t-il estimé.

Les trois musulmans tués sont un électricien des Casques bleus néerlandais, ainsi que le père et le frère d'un interprète du bataillon.

En juillet 1995, les forces serbes de Bosnie commandées par le général Ratko Mladic, actuellement poursuivi pour génocide devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, avaient pris l'enclave de Srebrenica. Faiblement armés, les Casques bleus néerlandais n'avaient pas résisté. Les Serbes de Bosnie avaient ensuite tué près de 8000 garçons et hommes musulmans.



La réussite au féminin

Portes ouvertes
21 septembre 2013, de 10 h à 15 h
Examens d'admission
5 et 6 octobre 2013

Seule école québécoise reconnue parmi les établissements d'enseignement ayant les meilleures pratiques en éducation à travers le monde, selon *The Guide to Excellence 2013*, publié par la Cambridge University Students' Union.

- École secondaire francophone privée pour jeunes filles
- Encadrement humain et rigoureux
- Programme d'Éducation internationale
- Profils Musique-étude et Danse-étude (garçons et filles)
- 25 équipes sportives féminines performantes (incluant le cheerleading)
- Cours d'anglais langue maternelle offert
- Service de résidence scolaire

À deux pas du métro
Édouard-Montpetit
Suivez-nous sur Facebook!
psnm.qc.ca



SAINT-NOM-DE-MARIE



Jean Coutu

7 septembre au 11 septembre 2013

CONCOURS PRENEZ LA POSE

IMPRIMEZ VOS PHOTOS* OU VOTRE LIVRE PHOTO
et courez la chance de gagner
une Mercedes Benz B250T
ou l'un des 25 000 livres photo!



Règlement à jeancoutu.com/concours/prenez-la-pose.
*60 fichiers différents et plus.

IMPRESSIONS NUMÉRIQUES

9¢

Photo 4x6*



*60 fichiers différents et plus. Excluant les impressions instantanées au kiosque d'impression numérique.

LIVRE PHOTO

À partir de **9.69\$**
~~12.99\$~~



25% de rabais*

*Sur tous les livres photo. Certaines restrictions s'appliquent. Pages supplémentaires facturées au prix régulier.

Du NOUVEAU à la Boutique photo

NOUVEAUX MODÈLES pour les COQUILLES PROTECTRICES

Maintenant compatible avec les téléphones intelligents suivants :

- ★ iPhone 5
- ★ Samsung 3 / 4

Aussi disponible pour iPhone 4 / 4s et pour iPad 2 / 3



NOUVEAU! CASSE-TÊTE PERSONNALISÉ

19.99\$

- ★ 30 morceaux
- ★ 100 morceaux

Format: 9,5 x 7,5 po



NOUVEAU! Imprimez vos photos à partir de vos appareils mobiles!





Jean Coutu

jeancoutu.com/photo

MONDE



Deux visages – aux antipodes – de l’Amérique : le dynamisme manufacturier illustré ici par une usine d’assemblage Boeing dans l’État de Washington, et la morosité économique, représentée ici par la ville de Détroit.

L’Amérique en hausse

Après sept années passées en poste aux États-Unis, notre correspondant Nicolas Bérubé rentre à Montréal. L’Amérique qu’il a découverte au fil du quotidien ne se résume pas en une phrase-choc, écrit-il. Une chose est claire : les États-Unis sont loin d’avoir dit leur dernier mot.



NICOLAS BÉRUBÉ
LOS ANGELES

Denys Arcand a frappé dans le mille avec son film de 1986, *Le déclin de l’empire américain*. Depuis, le titre du film a pris une vie qui lui est propre, et est devenu une proposition largement acceptée. Qui ne lève pas les yeux au ciel devant les ratés des Américains, qui passent d’une crise immobilière à une crise financière à une crise politique? Regarder les États-Unis essayer de résoudre un problème est comme regarder un ivrogne tirer sur une cannette vide avec une carabine. Ça fait beaucoup de bruit, mais ça donne peu de résultats.

Quand j’ai déménagé en Californie, en 2006, les États-Unis étaient horrifiés par la guerre en Irak et jubilaient de voir l’immobilier atteindre des sommets jamais vus... sans se douter qu’ils étaient à 24 mois d’une des pires crises économiques de leur histoire.

Aujourd’hui, après sept années difficiles, le déclin de l’empire américain semble plus tangible que jamais.

Mais cette idée tient-elle la route?

À lire les journaux, on le croirait bien. Rares sont les semaines où une nouvelle effrayante sur les États-Unis ne nous donne pas envie d’arrêter de lire et de tourner la page. J’ai une part de responsabilité là-dedans: ce ne sont pas les 99 avions qui atterrissent qui intéressent les journalistes, mais le centième – celui qui n’atterrit pas.

Or, au fil des années, j’ai pu découvrir une Amérique qui ne fait pas les manchettes. Une Amérique qui se porte bien mieux qu’on pourrait le croire, et qui a un avenir enviable.

Des exemples?

Les États-Unis, c’est bien connu, ne fabriquent plus rien et ne survivent que parce qu’ils importent des produits bon marché fabriqués en Chine. Ce cliché accepté par tous masque une réalité bien différente: à peine 2,7 % de l’argent dépensé aux États-Unis sert à acheter des produits faits en

Chine, selon la Réserve fédérale américaine.

Près de 89 % de l’argent dépensé aux États-Unis va à des services et biens faits au pays: la construction, le logement, l’éducation, les soins de santé et la nourriture (les États-Unis produisent 93 % de leur nourriture).

Loin de périlcliter, la production manufacturière américaine atteint des sommets. Vous avez bien lu: les États-Unis fabriquent comme jamais dans leur histoire. Il y a 25 ans, le secteur manufacturier américain avait un chiffre d’affaires annuel de 2000 milliards. Cette année, en dollars constants, plus de 3500 milliards en produits manufacturiers sortiront des usines aux États-Unis.

Quand on parle du déclin du secteur manufacturier, on fait, avec justesse, référence aux emplois. En 1986, il y avait 17 millions d’emplois dans le secteur manufacturier aux États-Unis, selon le Bureau des statistiques du travail. Aujourd’hui, le secteur emploie 11 millions de personnes.

Près de 89 % de l’argent dépensé aux États-Unis va à des services et biens faits au pays: la construction, le logement, l’éducation, les soins de santé et la nourriture.

« Ces emplois ne reviendront pas, a dit Barack Obama durant la dernière campagne électorale. C’est pour cela qu’il faut investir dans la formation, pour avoir les travailleurs de l’économie de demain. »

Plus instruits que jamais

Parlant de formation, qui sait que les Américains n’ont jamais été aussi instruits? En 2012, 33 % des 25-29 ans étaient titulaires d’un baccalauréat, un record. Au début des années 70, moins de 20 % de cette cohorte avait un diplôme universitaire.

Puis, comment parler de déclin quand les jeunes adultes de la planète font la queue pour venir étudier chez vous? Qu’ils choisissent les États-Unis n’est pas étonnant: 14 des 20 meilleures universités du monde s’y trouvent. Le nombre d’étudiants étrangers qui fréquentent les universités américaines grimpe

chaque année depuis 40 ans, à l’exception des trois années qui ont suivi les attaques du 11-Septembre.

Le pays accepte et intègre les étrangers plus vite que bien d’autres. J’ai été accepté dès le premier jour, malgré mon accent et mon nom étrange. Les Américains ne sont pas le peuple le plus ouvert sur le monde qui soit. Mais quand le monde vient chez eux, il fait vite partie de la famille.

D’ailleurs, l’image de l’Américain blanc est de moins en moins d’actualité: depuis l’an dernier, plus de 50 % des nouveau-nés américains font partie d’une minorité visible, et plus de 60 millions d’Américains parlent une langue autre que l’anglais à la maison, du jamais vu. Les tensions raciales existent toujours, bien sûr, mais le pays a jusqu’ici largement réussi à éviter la politique qui carbure à la xénophobie et la polarisation que l’on retrouve dans les banlieues des grandes villes d’Europe.

Moins dangereux qu’on l’imagine

Et la violence? Il ne fait aucun doute que, comparés aux autres pays industrialisés, les États-Unis sont extrêmement violents. J’ai couvert l’attaque contre Gabrielle Giffords à Tucson, en Arizona, et la tuerie d’Aurora, près de Denver,

où un tireur a tué 12 personnes dans une salle de cinéma. J’ai pu traverser d’un bout à l’autre l’école secondaire Columbine, à Littleton, au Colorado, où deux jeunes tueurs ont abattu 12 personnes le 20 avril 1999.

Les tueries semblent survenir chaque mois aux États-Unis, et provoquent des torts irréparables.

Mais qui sait que les Américains sont plus en sécurité aujourd’hui qu’à n’importe quel moment depuis un siècle?

En 1980, on comptait plus de 9 homicides par 100 000 habitants. Aujourd’hui, la moyenne est de 3,2 par 100 000 habitants, une diminution de plus de 60%.

« Je suis très optimiste pour l’avenir de notre pays, a dit l’an dernier l’investisseur milliardaire Warren Buffett. Notre pays n’est pas parfait. Mais notre pays fonctionne. »

Qu’en pensent les Américains? Pour tout dire, ils sont moins optimistes que

Warren Buffett. Discutez de l’avenir des États-Unis avec n’importe quel Américain et vous verrez des mines s’assombrir. « Le pays va de plus en plus ressembler à Détroit, m’a confié un ami architecte, un soir. C’est la Chine qui va prendre le dessus. »

Au moment où j’écris ces lignes, 56 % des Américains croient que le pays est sur la mauvaise voie. Mais le pessimisme n’est pas nouveau: en 1991, 68 % des Américains estimaient que le pays était

Tout le monde a de la facilité à nommer les aspects de la culture américaine qu’il ou elle abhorre. La surconsommation, les films aux idées faciles, la télé omniprésente, la nourriture produite à la chaîne...

Cela dit, peu de gens réalisent que plusieurs des meilleurs aspects de la culture mondiale actuelle sont apparus – ou ont pris leur essor – aux États-Unis.

Je pense au phénomène des aliments biologiques, aux voitures hybrides et électriques, aux médecines douces,

En 1980, on comptait plus de 9 homicides par 100 000 habitants. Aujourd’hui, la moyenne est de 3,2 par 100 000 habitants, une baisse de plus de 60 %.

en déclin... tout juste à l’aube de l’une des décennies les plus fructueuses en création d’emplois de l’histoire de la première économie mondiale.

Pas un eldorado

Si je balance ces statistiques, ce n’est pas parce que j’ai décidé que les États-Unis sont un eldorado.

Durant mes années passées ici, j’ai pu voir la détresse comme on la voit rarement en Occident. J’ai interviewé une mère qui dormait dans sa voiture avec son chien. Un père qui avait une hypothèque de plus de 1 million à payer, et 700\$ dans son compte en banque. J’ai parlé à un vétéran de la guerre d’Irak qui vendait des cannettes vides pour mettre de l’essence dans son camion. À des immigrants venus trouver une vie meilleure, et qui ont finalement quitté les États-Unis, faute de travail.

La pire récession à survenir depuis les années 30 a laissé des marques profondes. Et le pays a de problèmes graves. La dette nationale américaine n’est proportionnellement pas la plus élevée des pays industrialisés, mais elle donne le vertige. La polarisation du débat politique paralyse Washington, et semble assurer que les problèmes actuels ne soient jamais réglés.

Or, les années passées aux États-Unis m’ont fait réaliser une chose: le pays de 314 millions de personnes ne se réduit pas à une ligne narrative satisfaisante.

La planète a parfois tendance à voir les États-Unis comme un parc d’attractions: un endroit extrême, haut en couleur, qui vous émerveille et vous fait peur, qui vous fait vous sentir heureux et soulagés de retourner sur le plancher des vaches.

à l’architecture verte, à la renaissance des transports en commun, sans parler de l’internet, des tablettes numériques, des téléphones intelligents, des médias sociaux...

Tout bouge

Les États-Unis bougent plus vite que n’importe quelle autre puissance économique. Google est passée d’un projet universitaire à une multinationale de plus de 40 000 employés en moins de 10 ans. Pour le meilleur ou pour le pire, le statu quo n’existe pas aux États-Unis.

Pour un pays dont le nom est synonyme d’individualisme, l’entraide est étonnamment présente. En 2011, les Américains ont donné 298 milliards aux organismes de charité, soit 3 milliards de plus que ce qu’ils avaient donné en 2007, avant la crise financière.

Je ne dis pas qu’il faille cesser de s’intéresser aux problèmes de l’Amérique. Je dis que, pour espérer comprendre l’Amérique, il faut d’abord avoir un portrait juste de l’Amérique. Mettre de côté les idées reçues, les préjugés.

C’est une tâche bien plus difficile qu’on ne le croit.

Aussi, j’ai souvent l’impression qu’on prend plaisir à critiquer les mauvais traits des Américains pour éviter d’avoir à chercher – et trouver – plusieurs de ces mêmes traits chez nous.

Au moment où j’écris ces lignes, les Canadiens ont des dettes de consommation par personne qui frôlent les sommets atteints par les Américains avant la crise économique, en 2006, au moment où je suis débarqué à L.A. avec mes valises.

Comme l’a un jour écrit George Orwell: « Il faut un effort constant pour voir ce qui se trouve tout juste au bout de notre nez. »



Des étudiants de l’Université Harvard célèbrent l’obtention de leur MBA. Les jeunes Américains sont de plus en plus instruits. Ainsi, 33 % des 25-29 ans étaient titulaires d’un baccalauréat en 2012 contre 20 % au début des années 70.



Google, fondée par Sergei Brin et Larry Page, est passée d’un projet universitaire à une multinationale de plus de 40 000 employés en moins de 10 ans.

La dérive forcée des Roms

«Hitler n'en a peut-être pas tué assez», a déclaré cet été le député français Gilles Bourdeleix. Leur présence est «odorante et urticante», a dénoncé Jean-Marie Le Pen. L'hebdomadaire *Valeurs actuelles* parle d'«invasion» et d'«overdose». Jusqu'au ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, qui leur reproche de ne pas vouloir s'intégrer. De qui s'agit-il? De quelque 20 000 Roms qui squattent dans des bidonvilles d'un bout à l'autre de la France. Et qui se heurtent au mur du racisme et du rejet.



AGNÈS GRUDA

GRIGNY — Quand elle n'a plus rien à manger, Daniela Stana mendie devant le supermarché Casino, à Grigny, en banlieue de Paris.

L'autre jour, elle en a rapporté un sac de provisions: des œufs, du lait, des pâtes. De quoi nourrir son fils Jérusalem, et Samaritaine, son bébé de 5 mois.

«J'ai honte de faire la manche, il y a des gens qui me disent de retourner faire ça dans mon pays. Mais d'autres viennent voir comment je vis, et après, ils me donnent de la nourriture.»

Née en Roumanie, arrivée en France en 2004, Daniela, 21 ans, vit dans des conditions exécrables. Une baraque bricolée avec du bois récupéré, un baril de métal raccordé à un tuyau en guise de poêle, pour se chauffer en hiver.

La cabane compte deux pièces: la chambre et la cuisine. En été, on y étouffe. En hiver, «je dois nourrir le poêle toute la nuit», dit Calin, le mari de Daniela. Il y a aussi les rats, envahissants, qui n'hésitent pas à s'aventurer à l'intérieur.

Daniela n'ose plus utiliser sa cuisinière, parce qu'elle crache des flammes noires à faire peur. Au printemps, son gamin s'est brûlé en tombant sur le poêle. «C'est trop dur de vivre comme ça, je n'arrive pas à donner tout ce qu'il faut à mes enfants.»

Bidonville

Daniela et Calin habitent un bidonville d'une trentaine de cabanes semblables à la leur. La majorité de leurs voisins sont des Roms de la région de Bihor, en Roumanie. Ils ont quitté leur pays pendant la crise économique du début des années 2000.

La communauté compte 168 personnes. La plupart

ont emménagé sur ce terrain vague municipal au printemps, après que les bulldozers eurent détruit leur ancien campement, à Ris-Orangis, tout juste un kilomètre plus loin.

«C'est inadmissible que des campements de cette nature s'installent dans une ville comme la nôtre. Il y a un risque de maladie et d'incendie, des détritus, des rats», proteste le maire de Ris-Orangis, Stéphane Rafalli, qui a décrété l'expulsion du bidonville, en avril.

Mais Daniela et ses voisins ne sont pas non plus bienvenus à Grigny, qui compte déjà sa part de problèmes: 50 % de ses habitants vivent sous le seuil de la pauvreté, 40 % de jeunes sont au chômage. «Je refuse d'entasser de la misère sur de la misère», s'exclame le maire Philippe Rio.

Ce dernier a reçu des courriels déchainés, l'accusant d'avoir fait venir les Roms à Grigny. Politicien de gauche,

Grigny: «L'expulsion n'est pas une solution, on ne fait que déplacer le problème.»

Des parias

Il y a un an, le gouvernement français a publié une circulaire demandant aux villes de ne pas évacuer les campements avant d'avoir relogé leurs habitants. Mais relogé comment?

Pour replacer les évacués de Ris-Orangis, on a séparé les familles, éloigné les enfants de leurs écoles. Pour plusieurs, l'année scolaire s'est arrêtée en avril. Les familles se sont reconstituées... dans le bidonville de Grigny.

Pendant que les villes se passent la balle, l'hostilité à l'égard des Roms s'accroît. «Ils sont perçus comme des parias», déplore Sophie Latraverse, juriste au bureau du Défenseur des droits, à Paris.

Malgré leur nombre relativement faible, le rejet des Roms prend, en France, «un tour hystérique que l'on ne retrouve pas ailleurs», dénonce Manuel

La cabane compte deux pièces: la chambre et la cuisine. En été, on y étouffe. En hiver, «je dois nourrir le poêle toute la nuit», dit Calin, le mari de Daniela. Il y a aussi les rats, envahissants, qui n'hésitent pas à s'aventurer à l'intérieur.

il tient à souligner que les habitants du bidonville ne causent pas de problèmes réels à leurs voisins. La police, par exemple, n'a constaté aucune hausse de criminalité depuis leur arrivée. Mais faute de moyens, il se dit incapable d'absorber ces nouveaux habitants. Et il a déclenché des procédures d'expulsion.

Ce jeu de chat et de souris se perpétue partout en France. À Lyon, Marseille ou Roubaix, ces favelas occupées surtout – mais pas uniquement – par des Roms sont démantelées, pour repousser quelques kilomètres plus loin.

Un phénomène absurde, selon Julie Bonnier, l'avocate qui défend les Roms de

Demougeot, porte-parole de Dihal, organisme public qui s'occupe des sans-abri.

«Le regard que l'on porte sur eux paralyse toute réflexion, on tient les ficelles dans une tension sociale terrible», déplore Ramona Strachinaru, médiatrice socioculturelle, elle-même roumaine, qui intervient auprès des Roms.

Des politiciens en profitent pour souffler sur les braises. «Il y a une fixation politique sur cette question», constate Sébastien Thiéry, du projet PEROU, voué à l'insertion sociale des Roms de Grigny.

À moins d'un an des prochaines élections municipales, le sujet est porteur, et l'humeur n'est pas à l'apaisement.



Daniela, 21 ans, et la cadette de la famille, Samaritaine. 5 mois. À l'arrière, Calin, le père.



Les habitations du campement de Grigny sont pour le moins rudimentaires.

LES ROMS EN FRANCE

La France compte environ 20 000 Roms venus de Roumanie et de Bulgarie et vivant dans des conditions d'extrême précarité. Plusieurs sont là depuis plus d'une décennie. D'autres sont arrivés après l'adhésion de ces deux pays à l'Union européenne, en 2007.

➤ Les Roms ne sont pas des nomades, comme ceux que l'on appelle les «gens du voyage». Ce sont des migrants économiques venus améliorer leur sort. Leur intégration est compliquée par les mesures transitoires qui limitent leur liberté d'établissement à l'intérieur de l'Union européenne. Ils peuvent séjourner en France pendant trois mois. Après quoi ils doivent démontrer qu'ils ont les moyens de subvenir à leurs besoins. Ces restrictions seront levées en 2014.

➤ Ces mesures freinent l'intégration. «Ce que nous voulons, c'est travailler, mais pour ça, il faut les papiers», résume Dragomir Covaci, un ex-habitant du bidonville de Ris-Orangis en stage d'insertion sur un chantier de construction. La majorité des Roms ont un faible niveau d'instruction. En Roumanie, ils vivaient de petits boulots. En France, ils travaillent souvent au noir. Le recours à la mendicité est largement répandu.

➤ La mauvaise image des Roms déteint sur tous les Roumains. «Quand je dis que je suis roumain, les gens surveillent leurs poches», dit Adryan Popa, un habitant – non rom – du bidonville de Grigny. Il est découragé: «J'essaie de m'intégrer, j'ai appris à manger du roquefort et du gratin dauphinois, mais la société ne répond pas...»

➤ Selon Ramona Strachinaru, médiatrice culturelle, l'attitude face aux Roms varie entre le rejet virulent et le «poupounage extrême» de certaines ONG surprotectrices. La solution? Accompagner les Roms en tenant compte de leur parcours et de leurs idées. Tout en les responsabilisant.

— Agnès Gruda

EXPLORER+



L'ESPACE LA PRESSE+ VOUS ACCUEILLE:

Au Jardin botanique, à Espace pour la vie + aujourd'hui et demain
Au World Press Photo de Montréal, au Marché Bonsecours de Montréal + aujourd'hui et demain

Pour la rentrée automnale, l'Espace La Presse+ vous accueille dans des événements artistiques, culturels, sportifs et dans des lieux commerciaux.

Profitez-en pour faire l'essai de La Presse+.

Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca



DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

La nation et la foi



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Quels sont les socles sur lesquels est posé le débat qui nous déchire depuis trois semaines? Le nationalisme et la religion. C'est-à-dire les deux ancrages identitaires qui, au fil des siècles et même des millénaires, ont davantage divisé que rassemblé, ont plus souvent fait le malheur que le bonheur de l'humanité. Le fait est que le branle-bas actuel, qui a la particularité d'opposer la nation à la foi, divise et ne rend personne heureux. Tout le monde l'a dit et, néanmoins, c'est vrai: le gouvernement du Parti québécois a commis une erreur en transformant l'indispensable promotion de la laïcité en une proclamation des valeurs québécoises – comme

Valeurs québécoises et enseignement de l'Histoire: la Cause, superstar.

si elles étaient différentes des valeurs occidentales! Et on peut craindre que Québec s'apprête à errer encore en matière d'enseignement de l'Histoire, sacrifiant l'indispensable connaissance à la promotion de la Cause. Que va-t-il se passer? Sachant qu'elle est redevenue intouchable, il est à prévoir que la religion, flanquée de ses signes, va gagner le premier combat. Et l'ignorance, le second.

■ ■ ■

Une ville à reconstruire



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

La Ville de Laval est sous tutelle. Gilles Vaillancourt n'est plus dans le portrait. Son parti a été dissous. Plusieurs membres de son entourage ont été montrés du doigt à la commission Charbonneau. Si bien que la tentation est grande de reléguer cette administration aux livres d'histoire et de passer à autre chose. Mais ce serait sous-estimer l'ampleur des dommages causés par ce potentat au cours des 23 dernières années. Des dommages qui ont ravagé les fondements démocratiques et administratifs d'une ville qu'il faut maintenant reconstruire pierre par pierre, comme le démontre le rapport de la vérificatrice générale Michèle Galipeau, déposé cette semaine. Cela ne fait partie d'aucun des 18 chefs d'accusation qui pèsent contre M. Vaillancourt, mais ce dernier n'en a pas moins sapé les bases mêmes de la municipalité, il a mis à terre les instruments de transparence, il a éliminé les forums de participation, il a assujéti la fonction publique aux firmes privées et il a écarté les pouvoirs de vérification, de surveillance et de vigilance de la Ville. Bref, il a fait table rase des mécanismes et contre-pouvoirs censés assurer la bonne gouvernance démocratique de la troisième municipalité du Québec. Une analyse poussée du «monopole politique» de Gilles Vaillancourt produite par la politologue Laurence Bherer a montré en 2011 comment le maire a évité pendant son règne d'établir des procédures régulières de consultation publique, comment il a mis en place des modes de nomination nébuleux aux différents comités et commissions.

On prendra connaissance dans quelques jours d'un «document d'orientation» sur la future Charte, annonce (au *Devoir*) la première ministre Pauline Marois, qui prévoit maintenant une forme d'étapisme dans sa mise en application. Mais il est certain que le contenu de cette Charte, même édulcoré, continuera à être fortement contesté. À prévoir, donc, l'hostilité redoublée des prosélytes de la foi. Et celle des apôtres de l'ultra-tolérance, qui se mobiliseraient sans doute contre toute initiative allant dans le sens d'une neutralité accrue et visible de l'État. Mais se déploiera aussi en force, précisément en raison du beau grand fleurdelisé planté sur le projet, l'animosité de ceux qui méprisent les Québécois (l'épouvantail hérouxvillois est tellement pratique, n'est-ce pas?). Et ce mépris-là ne se manifeste pas qu'au Canada anglais, loin de là. S'établit ici un lien avec l'Histoire. Ou plutôt avec le peu de connaissance qu'on en a. Il est nécessaire d'être au fait du passé de notre nation. On peut même plaider qu'il faudrait l'enseigner davantage, ce qui est l'intention du gouvernement. Mais l'appartenance nationale n'est qu'une des multiples identités qu'endosse un individu (à lire: le Blogue de l'édito à lapresse.ca). Il appartient aussi à une espèce animale – non, ce n'est pas anodin – qui interagit avec son milieu naturel. Il descend de l'une ou l'autre grande civilisation. Il cultive ou non une foi religieuse. En ce qui nous concerne, il est le produit de millénaires de labeur qui ont permis la prospérité ainsi que de siècles de réflexion qui ont conduit aux Lumières et au triomphe de la raison. Cela aussi doit être enseigné pour que le mot «valeur» soit, aux yeux de tous, davantage qu'un hochet politique.

Elle détaille aussi comment il a instauré «un climat d'intimidation» aux réunions publiques, empêché les citoyens de se faire entendre, réduit l'opposition au silence et étouffé les instances de transparence. En un mot, l'ancien maire a nié les mécanismes d'imputabilité, selon la professeure Bherer, à la fois pour accroître sa mainmise sur la ville et se maintenir au pouvoir. Le rapport déposé mercredi par la vérificatrice va dans le même sens, mais en élargissant la portée des critiques à la fonction publique, que l'administration Vaillancourt a réduite au simple rôle de «rubber stamper». Il n'y avait à Laval, selon la vérificatrice, aucune évaluation

Les années Vaillancourt ont ravagé les fondements démocratiques et administratifs de Laval.

des coûts des contrats octroyés. L'adoption des plans et devis était recommandée sans analyse préalable. Les dossiers présentés à l'exécutif étaient incomplets. Les chantiers ne faisaient l'objet d'à peu près aucune visite ou suivi. Et les «extras» étaient accordés sans autre question. «Les lacunes soulevées, écrit la vérificatrice, limitent la capacité de la Ville à s'assurer que la prestation des services externes est de qualité et économique.» Ces lacunes limitent aussi le rôle que doivent normalement jouer les fonctionnaires et autres contre-pouvoirs en réduisant la quantité d'information qui circule. L'élection du 3 novembre prochain permettra certainement d'amener un vent de fraîcheur à Laval. Mais il faudra des années avant de changer les habitudes, la culture, les mécanismes et institutions de cette ville à reconstruire.



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

OPINION

Une trajectoire dangereuse

BALFOUR MOUNT, MANUEL BOROD, BERNARD LAPOINTE
Fondateur des soins palliatifs au Québec, le Dr Mount est ex-directeur des services de soins palliatifs, au Centre universitaire de santé McGill. Le Dr Borod est l'actuel directeur des services de soins palliatifs au Centre universitaire de santé McGill. Le Dr Lapointe est titulaire de la chaire Eric M. Flanders de soins palliatifs et directeur des services de soins palliatifs de l'Hôpital général juif.

Si nous avions pour projet de construire un pont et que 90 % des ingénieurs pensaient que sa conception était dangereuse, cela provoquerait l'indignation du public. Alors, pourquoi le projet de loi 52 auquel s'opposent une grande majorité des intervenants en soins palliatifs ne soulève-t-il pas la même indignation? Le projet de loi présenté cet automne définit les soins de fin de vie par «les soins palliatifs offerts aux personnes en fin de vie, y compris la sédation palliative terminale, de même que l'aide médicale à mourir». Proposé sans tenir compte de l'avis de la majorité des spécialistes des soins palliatifs, il redéfinit les soins palliatifs et propose des soins de fin de vie dont les objectifs sont contraires à la définition internationale des soins palliatifs. Ce projet est dangereux et sera nuisible à la prestation des soins palliatifs. • L'Organisation mondiale de la santé définit les soins palliatifs comme une approche qui cherche à améliorer la qualité de vie des patients et de leurs familles face aux conséquences d'une maladie potentiellement mortelle. Ils peuvent être fournis dès le diagnostic et incluent, sans toutefois s'y limiter, les soins de fin de vie. • Les soins palliatifs n'accélèrent ni ne repoussent la mort.

L'«aide médicale à mourir», telle qu'elle est définie dans ce projet de loi, est en réalité un acte spécifique qui consiste à mettre un terme à la vie d'une personne. Il s'agit en fait de l'euthanasie. Celle-ci est contraire aux objectifs des soins palliatifs et n'est pas de leur ressort. • Tous les patients ont à l'heure actuelle le droit de refuser un traitement ou de s'y soustraire et peuvent obtenir une sédation palliative si leurs souffrances ne peuvent être soulagées. Cette démarche est à la fois légale et éthique. L'euthanasie, à l'inverse, n'est ni légale ni éthique dans la plupart des pays du monde. Ce projet de loi assimile deux interventions très différentes et les présente d'une manière qui les fait apparaître équivalentes.

Les soins palliatifs n'accélèrent ni ne repoussent la mort. L'«aide médicale à mourir» est un acte spécifique qui consiste à mettre un terme à la vie d'une personne. Il s'agit en fait de l'euthanasie.

• Il existe des recommandations internationales spécifiques concernant la sédation palliative et les critères relatifs à son usage. La sédation palliative débute lorsqu'un patient présente des symptômes réfractaires et qu'il est considéré en fin de vie. Le projet de loi 52 préconise l'établissement de rapports annuels sur le nombre de sédations palliatives terminales administrées et d'«aides médicales à mourir». Une fois de plus, cette recommandation

engendre la confusion en assimilant la sédation palliative qui est actuellement légale à l'euthanasie, qui ne l'est pas. Nous craignons qu'en légiférant sur une intervention médicale qui est utile, légale et éthiquement acceptable (sédation palliative), les cliniciens risquent d'hésiter à mettre en place cette option thérapeutique cliniquement importante. De nombreux obstacles nuisent à l'accès par de nombreux patients aux soins palliatifs – nombre insuffisant de professionnels de soins palliatifs ou de centres de soins palliatifs, insuffisance des soins à domicile et enseignement et formation inadéquats de l'ensemble des professionnels de santé. Ce projet de loi risque de dissuader encore plus les patients de réclamer des soins palliatifs de qualité. Il se pourrait même qu'il soit plus difficile de recruter des médecins désireux d'exercer la médecine palliative. Nous recommandons vivement aux députés de l'Assemblée nationale de s'interroger sur les raisons pour lesquelles la vaste majorité des médecins, infirmières, et autres professionnels de santé intervenant dans le domaine des soins palliatifs (psychologues, travailleurs sociaux, ergothérapeutes, physiothérapeutes, nutritionnistes, musicothérapeutes), de même que les bénévoles et consultants qui prodiguent des soins aux patients gravement malades et mourants s'opposent au projet de loi 52. Les députés devraient également rendre visite aux patients et à leurs familles recevant des soins palliatifs avant d'entraîner le Québec sur une trajectoire dangereuse qui fait peser des risques sur les plus vulnérables d'entre nous.

LA PRESSE

DÉBATS

SAMEDI

ENTREVUE ÉDITORIALE

Un Nixon déconcertant

DIMANCHE

L'aéroport Trudeau: c'est pénible!

Selon Yann Chevallard, qui voyage souvent en avion, le temps d'attente trop long et le manque de services adéquats doivent être corrigés.

ÉDITORIAL > Le système de santé vu de l'intérieur par Ariane Krol

À VOTRE TOUR > Au nom de mon père

POUR NOUS JOINDRE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

Écrivez-nous à débats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070

commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453

www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363

petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816

deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320

carrieres@lapresse.ca

Souls La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

Ainsi, selon l'argument supposément irréfutable voulant que si l'État et ses institutions se doivent d'être laïcs, ses citoyens y travaillant n'ont pas à l'être et peuvent donc porter des signes religieux ostentatoires. Suivant ce même raisonnement, l'enseignant qui souhaite se présenter en classe vêtu d'un chandail à l'effigie d'un parti politique pourra donc le faire puisque si l'État et ses institutions se doivent d'être apolitiques, ses citoyens y travaillant n'ont pas à l'être.

— Pierre Cliche, Boucherville

DÉBATS

Une grenade contre Montréal



À quelques jours de la publication de la charte des «valeurs québécoises» (sic), quelques questions...

Le gouvernement Marois osera-t-il ignorer toutes les voix qui, à Montréal, s'élèvent contre ce projet inspiré par une conception dogmatique de la laïcité – de la fédération qui regroupe les enseignants montréalais au conseil municipal qui rejette ce projet à l'unanimité?

Même Louise Harel, qui a toujours été, faut-il dire, plus Montréalaise que péquiste, s'est dissociée de son parti pour plaider en faveur de la tolérance, de même d'ailleurs que nombre de souverainistes montréalais pour qui l'indépendance devrait se faire dans l'ouverture.

Le gouvernement osera-t-il lancer cette grenade explosive sur la seule ville cosmopolite du Québec, laquelle se trouve aussi à être son moteur économique essentiel?

Osera-t-il s'en prendre à ceux des immigrants qui sont le mieux intégrés au Québec? Car soyons-en bien conscients: ces musulmans pratiquants et ces juifs pratiquants qui travaillent dans le secteur public, du plus humble commis au médecin le plus renommé, sont par définition parmi les plus francophones et les mieux intégrés à la société d'accueil.

Osera-t-il proclamer à la face du monde qu'au Québec, un immigrant qui voudrait afficher les signes de sa religion sera exclu de la fonction publique, du réseau scolaire et des hôpitaux? Que cette personne ne pourra jamais accéder aux meilleurs emplois de la province, voire aux seuls emplois auxquels sa formation la destine (c'est le cas des professionnels de l'enseignement et de la santé, qui peuvent difficilement travailler ailleurs que dans le secteur public)?

On ne parle pas ici de voile intégral, ni de niqab, tant il est vrai qu'il est juste d'exiger que les services publics soient rendus à visage découvert. On parle de kippas, ces minuscules couvre-chefs, on parle de foulards qui, dans l'immense majorité des cas, ne recouvrent que les cheveux.

Le gouvernement osera-t-il faire du Québec le seul endroit en Amérique où la liberté religieuse serait subordonnée aux diktats de l'État?

En quoi cela vous dérange-t-il? Avez-vous absolument besoin de connaître la couleur des cheveux de la femme qui vous ausculte ou qui vous remet votre permis de conduire? Où est le scandale, quand la fonction publique est remplie à ras bord de tatouages, de piercings et d'autres ornements drôlement moins hygiéniques, sans parler des sacres qui servent de musique de fond dans les couloirs de nos hôpitaux?

Il y en a qui ont trouvé la solution magique. Qu'il enlève sa kippa de neuf à cinq! Qu'elle laisse son voile à la maison!, s'exclament-ils avec l'assurance que donnent l'ignorance et l'insensibilité.

Ce n'est pas parce qu'on n'a pas de religion qu'il faut refuser aux autres le droit d'en avoir une.

Or, la liberté religieuse implique que l'on puisse afficher les signes extérieurs de sa religion quand cela ne menace pas l'intégrité d'autrui (c'est pourquoi je fais exception pour le kirpan, un objet potentiellement dangereux).

Une religion n'est pas une chose honteuse qu'il faut cacher dans le creux du logis sous peine de polluer l'espace public.

Le gouvernement osera-t-il faire du Québec le seul endroit en Amérique où la liberté religieuse serait subordonnée aux diktats de l'État? Un État qui, pardessus le marché, se mêle de définir les «valeurs» du peuple, comme si le Québec n'était pas une société complexe et diversifiée où chacun a ses propres valeurs?

Le gouvernement a décidé de reporter la date de la publication de sa charte et d'y aller graduellement. Serait-ce le signe que cette affaire commence à l'embêter? Ou, autre possibilité, qu'il entend faire durer le débat et en profiter pour déclencher des élections en décembre, comme le veut une rumeur? Ce serait bien la pire des choses que de voir un gouvernement démocratique faire campagne sur le dos des minorités.



Après les explosions au marathon de Boston, on a dû accepter que le terrorisme islamique pouvait aussi être tchétchène, et non seulement arabe. Sur la photo, une caméra de sécurité capte des auteurs de l'attentat, les frères Tamerlan et Dzhokhar Tsarnaev, peu avant la tragédie.

Être arabe en Occident



BOUCAR DIOUF
L'auteur est humoriste, conteur, biologiste et animateur. Il collabore régulièrement à la section Débats.

Je voudrais saluer tous ces musulmans modérés qui ont décidé de mettre en échec la venue des prêcheurs fondamentalistes de la mouvance salafiste à Montréal. Si tu veux éviter la révolution, mon prince, fais-la, disait Machiavel. Je pense que cette initiative est une belle façon de montrer à tous les islamophobes que les musulmans ne forment pas un groupe monolithique de croyants réfractaires aux changements.

Il faut avouer qu'à cause de tous ces prédicateurs extrémistes qui prônent l'intolérance, la misogynie, l'homophobie et la haine contre les nations occidentales, être arabe dans les pays du nord n'est pas toujours facile.

Il y a quelques années, j'ai fait un voyage aux États-Unis avec un ami algérien qui s'appelle Amine. Il portait la barbe par habitude, mais pratiquait un islam très modéré. Il priait à l'occasion, mais aimait siroter son verre de vin lorsque la pénombre empêchait le musulman voisin de le prendre en flagrant délit de transgression.

Bref, mon copain Amine était plus un musulman de culture que de pratique. Il était un brillant ingénieur, doublé d'un humaniste, qui avait fui l'Algérie dans les années 90, à une époque où l'Armée islamique du salut (AIS) et le Groupe islamique armé (GIA) instrumentalisaient

de cruels massacres dans la population civile.

J'avais rencontré Amine dans un congrès d'océanographie et nous sommes rapidement devenus très proches, si bien qu'un jour, avec un troisième mousquetaire québécois, nous avions décidé de faire le voyage jusqu'à New York en voiture. C'est là que l'histoire que je veux vous raconter commence.

Quand nous sommes arrivés aux douanes américaines avec Amine, j'ai découvert ce qu'est le véritable profilage ethno-racial. Les douaniers l'ont cuisiné derrière des portes closes pendant une heure. Il avait beau expliquer qu'il finissait son doctorat en géologie,

Quand on est arrivés aux douanes américaines avec Amine, j'ai découvert ce qu'est le véritable profilage ethno-racial.

qu'il était au Québec depuis plusieurs années et qu'il avait quitté l'Algérie à cause de l'intégrisme, ils ne voulaient pas lâcher le morceau. Il a fallu qu'il leur dévoile bien des informations pour leur prouver qu'il ne voulait pas de mal à l'Amérique.

Quand Amine est sorti de l'interrogatoire, il avait les yeux pleins de larmes et ne voulait plus voir New York. Sa joie de vivre légendaire avait disparu et il m'a dit en sanglotant: «Boucar, moi qui ai passé toute ma vie à combattre l'intégrisme, je ne pouvais jamais imaginer un jour vivre

une telle humiliation juste parce que je suis algérien. J'ai quitté mon pays pour ne pas être victime des intégristes musulmans, mais maintenant je peux dire qu'ils m'ont vraiment eu. Je me souviendrai toute ma vie du calvaire que je viens de vivre à cette frontière.»

À cause de l'effet Ben Laden, l'association entre terrorisme et Arabe est presque devenue banale. Pourtant, les Arabes représentent moins d'un musulman sur cinq du milliard et demi de pratiquants que compte la oumma islamique. Parmi les six pays musulmans les plus peuplés que sont l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, l'Iran et la Turquie, il n'y a aucune nation arabe. Malgré la présence d'extrémistes dans tous ces pays, quand ça saute, on pointe les Arabes en premier. Après les explosions au marathon de Boston, le *New York Post* avait accusé successivement un Saoudien de 20 ans et deux jeunes Marocains avant d'accepter que le terrorisme islamique pouvait aussi être tchétchène.

Le groupe Al-Qaïda est comparable à un cancer dont la tumeur principale était un Arabe nommé Ben Laden. Les Américains ont, par une opération chirurgicale menée au Pakistan, réussi à nous débarrasser de cette tumeur. Mais les cellules dormantes de l'organisation ont eu le temps de se disperser sur la planète. Les programmes antiterroristes en vigueur dans tous les pays occidentaux sont donc une forme de chimiothérapie planétaire. Or la chimiothérapie a ce regrettable défaut de ne pas toujours faire la différence entre le véritable ennemi et tout ce qui lui ressemble.

Démocratiser la cuisine de rue



SYLVAIN CHARLEBOIS
L'auteur est vice-doyen à la recherche et aux études supérieures au Collège en management et études économiques de l'Université de Guelph.

C'est la folie des camions-restaurants partout au pays. Plusieurs villes, dont Montréal, permettent à des camions d'offrir des mets gastronomiques dans le cadre d'un projet-pilote. À Montréal, contrairement à d'autres villes où l'on retrouve souvent les fameux kiosques à bretzels ou à *fish and chips*, c'est vraiment la première fois qu'on permet à des marchands de vendre de la «bouffe de rue» depuis des décennies.

Avec ces projets-pilotes, on observe l'émergence d'une cuisine originale et multiculturelle, offrant même des produits locaux dans certains cas. Par contre, parmi les grandes métropoles canadiennes, Montréal se distingue par son approche quelque peu élitiste.

À première vue, le projet-pilote, qui prendra fin le 29 septembre, semble fonctionner. Depuis le 20 juin, les trottoirs de Montréal ont été envahis par de longues files d'attente. Nombreux sont ceux qui étaient prêts à attendre plusieurs minutes avant de savourer leur canard fumé ou de délicieuses saucisses aux épices. Les mets offerts par les camions de cuisine de rue ont clairement satisfait un besoin criant. Mais certains produits sont tout à fait hors de prix. À titre d'exemple, certains sandwichs se vendent à 9\$ chacun, et un taco de foie gras se vend 15\$.

Normalement, la cuisine de rue se veut financièrement accessible, surtout pour les consommateurs moins bien nantis. Partout dans le monde, la cuisine mobile démocratise l'offre alimentaire d'une ville, mais cela ne semble pas être le cas à Montréal. À Toronto ou Ottawa ou Calgary, les prix des mets offerts par des restaurants mobiles sont en moyenne moins exorbitants, même si le coût de la vie est généralement plus élevé.

Le choix des restaurateurs a aussi créé un malaise dès le début du projet. Montréal a remis des permis à de nouveaux camions correspondant à des critères très stricts. Jusqu'à 17 camions de cuisine de rue se sont installés sur

Comme on le fait souvent au Québec en alimentation, le projet-pilote étouffe l'innovation culinaire et l'esprit entrepreneurial chez les jeunes apprentis-chefs cuisiniers. Vancouver a fait le même choix, mais il permet tout de même les classiques comme les kiosques à hot-dogs et à bretzels.

Certes, cette approche différente à Montréal témoigne de l'exception québécoise en matière de gastronomie. Cette volonté de miser sur l'authenticité ne date pas d'hier. Montréal tient à être différent, et pourquoi pas? Mais les vertus de la cuisine de rue outrepassent la volonté d'offrir à des consommateurs, plus riches, des fantaisies alimentaires de trottoir.

Le projet-pilote de cuisine de rue à Montréal étouffe l'innovation culinaire et l'esprit entrepreneurial chez les jeunes apprentis-chefs.

quelques emplacements stratégiques prédéterminés afin d'offrir une expérience culinaire variée. Pour obtenir un permis, le camion devait avoir un lien avec un restaurant déjà établi à Montréal, question de limiter la compétition.

Contrairement à d'autres villes, les aliments doivent être préparés à l'avance dans une cuisine professionnelle, limitant ainsi l'aspect spontané de la cuisine de rue. Les camions servent pratiquement à promouvoir des restaurants existants qui désirent augmenter leur part de marché.

Depuis des siècles, les restaurants mobiles offrent à de jeunes entrepreneurs, voire des immigrants, de se doter d'un emploi. Puisque les frais de démarrage sont moindres que pour un commerce avec pignon sur rue, certains y voient parfois une façon abordable d'attirer des passants dans des espaces publics sous-utilisés.

Nous devons saluer les efforts de Montréal de vouloir rendre la beauté culinaire de la cité plus évidente. Toutefois, les valeurs démocratiques du projet restent à être mieux définies.

LE CHIFFRE DU JOUR

17 %

À peine 17% des Canadiens «ont entièrement confiance dans le système canadien de salubrité des aliments», selon un sondage réalisé par Ipsos Reid en février. «Par rapport aux années précédentes, la confiance dans le système canadien de salubrité des aliments a chuté», rapporte l'étude réalisée dans la foulée du scandale du bœuf contaminé par *E. coli* à l'usine XL Foods. Un total de 38% des Canadiens n'avaient pas confiance dans le système canadien de salubrité des aliments l'hiver dernier, ce qui représente un bond de 8% par rapport à l'automne 2010.
— Marie Allard avec la collaboration de William Leclerc

LES RENCONTRES

LA PRESSE

MERCREDI 9 OCTOBRE

LES DESSOUS DU JOURNALISME D'ENQUÊTE

avec des chroniqueurs et des journalistes de La Presse

SOIRÉE ANIMÉE PAR LE CHRONIQUEUR PATRICK LAGACÉ





FABRICE DE PIERREBOURG



VINCENT LAROCHE



KATHLEEN LÉVESQUE



MARIE-CLAUDE MALBOEUF



DANIEL RENAUD

DATE

LE MERCREDI 9 OCTOBRE 2013

HEURE

19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30

ENDROIT

L'ASTRAL
305, RUE SAINTÉ-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20\$ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À:
Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au www.ticketmaster.ca
Admission générale

FRAIS ILLÉGAUX

Recours collectif contre 68 commissions scolaires

ISABELLE DUCAS

Un recours collectif réclame environ 300 millions à l'ensemble des commissions scolaires du Québec, au nom des parents des 900 000 élèves ayant eu à payer des fournitures scolaires qui auraient normalement dû être gratuites.

La poursuite, qui vise 68 des 72 commissions scolaires de la province, exige que les frais illégaux facturés aux parents depuis 2008 leur soient remboursés, en plus du paiement de 100\$ par parent en dommages exemplaires.

«Ce sont surtout des dictionnaires, des livres de grammaire, des calculatrices, des photocopies et des instruments de musique que les parents ont dû payer, alors qu'ils doivent être fournis à tous les enfants par les écoles», explique M^e Yves Laperrière, l'un des avocats du Saguenay qui pilotent le recours. On pourrait aussi inclure les frais facturés pour certaines sorties culturelles et la surveillance du midi au secondaire, par exemple. Nous sommes encore à l'étape de répertorier les particularités dans chacune des commissions scolaires.»

Loi sur l'instruction publique

Selon la Loi sur l'instruction publique, les élèves du primaire et du secondaire n'ont pas à payer les manuels scolaires et le matériel didactique requis pour l'enseignement. Les écoles ne peuvent facturer que du matériel qui sert à écrire, dessiner ou découper et qui ne peut être réutilisé.

Le recours collectif s'appuie sur des frais de 40\$ payés par Daisy Marcil, mère de deux enfants fréquentant une école de la Commission scolaire De La Jonquière, pour des flûtes à bec, des grammaires et des photocopies.

Des recours collectifs avaient déjà été déposés l'année dernière à ce sujet contre une quinzaine de commissions scolaires, notamment la Commission scolaire de Montréal, celle de Laval et la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys. Toutes les requêtes ont maintenant été regroupées en une seule, contre l'ensemble des commissions scolaires. Selon M^e Yves Laperrière, la majorité d'entre elles font payer aux parents des frais illégaux.

Le problème existe bel et bien, mais son ampleur diminue depuis quelques années, souligne le président de la Fédération des comités de parents (FCP), Gaston Rioux. «On travaille fort pour informer les parents qui siègent aux conseils d'établissements de ce qui est permis par la loi», dit-il.

Selon la loi, les écoles ne peuvent facturer que du matériel qui sert à écrire, dessiner ou découper et qui ne peut être réutilisé.

M. Rioux n'avait pas encore pris connaissance de la teneur du recours collectif, qui a été signifié seulement ces derniers jours aux commissions scolaires visées, avant le dépôt de la requête demandant au tribunal d'autoriser la poursuite. Mais il s'interroge sur le bien-fondé des procédures judiciaires. «Les parents peuvent d'abord poser des questions à leur école», souligne-t-il. Ils peuvent aussi s'adresser au protecteur de l'élève en place dans chaque commission scolaire. Il n'y a pas nécessairement lieu de partir en guerre. Le tribunal devrait être la dernière étape du processus. De toute façon, ça prendra des années avant d'avoir un jugement.»

Un recours collectif semblable avait été autorisé par le tribunal en 2010, contre la Commission scolaire Grandes-Seigneuries, en Montérégie, où des parents avaient dû payer des romans inscrits au programme du cours de français. Quelques mois plus tard, la commission scolaire a conclu une entente avec les parents et leur a remboursé 794 000\$ pour des frais illégaux facturés entre 2004 et 2010.

Grève du 22 mai Des garderies contestent les sanctions imposées par Québec

Estimant «illégal et abusif» que le gouvernement leur impose une pénalité monétaire pour la journée de grève du 22 mai dernier, 114 garderies privées subventionnées poursuivent le Procureur général du Québec. Elles réclament l'annulation des sanctions. Le gouvernement Marois a réduit de 50% la subvention accordée aux garderies qui ont fermé leurs portes, lors de cette journée de grève. Ce manque à gagner est aussi considéré dans le calcul de la subvention annuelle. Ce qui constitue une double sanction, souligne-t-on dans le recours. La grève du 22 mai visait à faire pression sur le gouvernement qui avait annoncé, en mars, des compressions de 15 millions dans les garderies privées subventionnées. Le réseau compte 655 établissements, dont 210 sont membres de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ). Ce ne sont pas tous les établissements qui ont fermé leurs portes. Les garderies disposent de 13 journées de fermeture par année, dont 8 fixes pour journées fériées. Elles soutiennent qu'elles ont simplement utilisé ce jour-là une des cinq journées de fermeture non fixes. Selon elles, le 22 mai dernier doit être considéré comme une fermeture pour «journée pédagogique.»
— Christiane Desjardins

DESJARDINS, FIER PRÉSENTATEUR DE LA 23^e ÉDITION DE LA DICTÉE P.G.L.

UN PROJET ÉDUCATIF ET CONCOURS INTERNATIONAL QUI VALORISE LA MAÎTRISE DU FRANÇAIS TOUT EN SENSIBILISANT LES JEUNES À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.

Inscrivez-vous dès maintenant!
fondationpgl.ca

La Dictée P.G.L.

 L'éducation pour tous

 Desjardins
Coopérer pour créer l'avenir

